Directeur de la rédaction : Sanae El Amrani

N° 1008 • du 5 au 11 juillet 2024

Directeur de la Publication : Abdelhak Najib

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le gouvernement n'y arrive pas

GROUPE OCP

Le défi de la recherche scientifique et de l'innovation

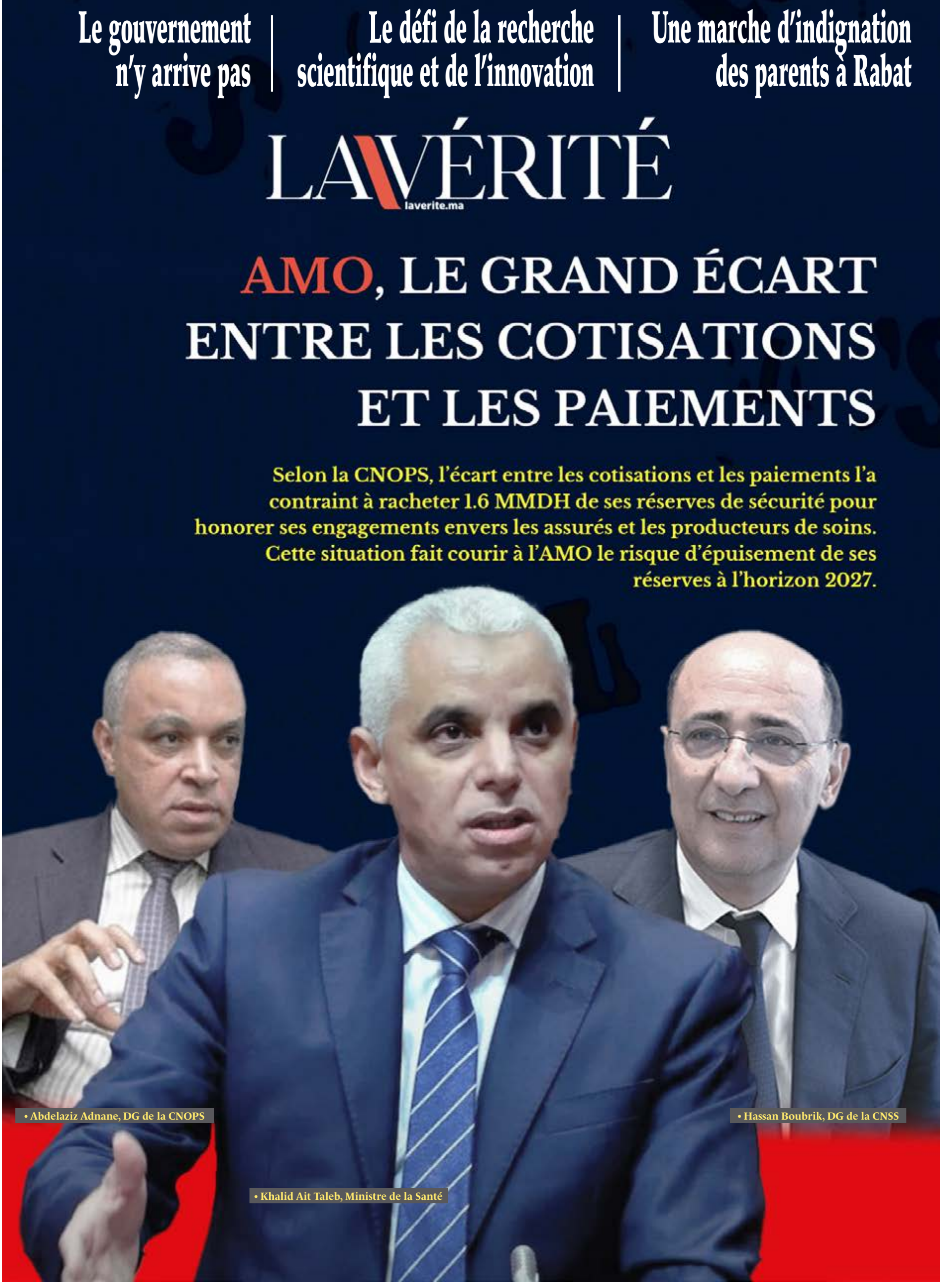
GRÈVES DES ETUDIANTS EN MÉDECINE

Une marche d'indignation des parents à Rabat

LA VÉRITÉ
laverite.ma

AMO, LE GRAND ÉCART ENTRE LES COTISATIONS ET LES PAIEMENTS

Selon la CNOPS, l'écart entre les cotisations et les paiements l'a contraint à racheter 1.6 MMDH de ses réserves de sécurité pour honorer ses engagements envers les assurés et les producteurs de soins. Cette situation fait courir à l'AMO le risque d'épuisement de ses réserves à l'horizon 2027.



• Abdelaziz Adnane, DG de la CNOPS

• Khalid Ait Taleb, Ministre de la Santé

• Hassan Boubrik, DG de la CNSS

https://www.laverite.ma LA VÉRITÉ Prix de vente en kiosque 10 DH

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Le gouvernement et la question sociale

L'équation sociale au Maroc pose de sérieux problèmes. C'est un fait établi, aujourd'hui, la vie est de plus en plus très chère au Maroc. Tous les prix ont flambé. Les légumes, les fruits, les denrées alimentaires de base, les produits laitiers, les produits de première nécessité, le poulet, la sardine (ce que le pauvre peut s'offrir quand il peut), l'essence, le gasoil, les transports, les livres scolaires, le bétail, les fringues, les jouets, les services, les unités de soins, les hôpitaux, les écoles, les cafés, les snacks, les restaurants, les hôtels, les piscines, les clubs… Là où le citoyen passe, il se rend compte que le Marocain, qui n'a pas de moyens, est exclu d'une grande partie de ce qui fait la vie à la Marocaine. Autrement dit, le pauvre, déjà dans la précarité, doit encore serrer la ceinture jusqu'à l'asphyxie. C'est cela la triste réalité de millions de familles marocaines qui vivent dans le besoin, qui colmatent les brèches et qui bricolent dans l'incurable. C'est cela la stricte

Par Sanae El Amrani

vérité que beaucoup de Marocains veulent ignorer détournant le regard et faisant semblant que tout va bien dans le meilleur des mondes. C'est faux et archi faux. Alors, face à la vie chère, quels sont les leviers que doit activer le gouvernement ? Dans ce sens, les propos du président de la Fédération nationale des associations du consommateur (Fnac) donnent le ton : «La situation est catastrophique, non seulement pour le Maroc, mais partout dans le monde. La reprise progressive de l'économie a induit une inflation qui s'est répercutée sur les prix des produits de grande consommation comme l'huile de table, qui a connu des augmentations record. Le coût du fret international a explosé et les cours des matières premières sont montés en flèche. Face à des revenus en baisse à cause des répercussions de la crise du Covid-19, le panier de la ménagère devient de plus en plus cher». De fait, les choses sont claires : à titre d'exemple, le prix de la bouteille d'huile de table de 5 litres, est passé de 50 ou 60 dirhams à plus de 128 dirhams. C'est le cas aussi des prix des pains et des céréales (11,5%), des légumes (4,5%) et des viandes (4,1%). Selon le Haut Commissariat au Plan, la hausse des produits alimentaires observée entre mai et juin 2022 concerne principalement les «Huiles et graisses», dont le prix à grimpé de 2,7%, le «Lait, fromage et œufs» de 2,1%, les «Eaux minérales, boissons rafraichissantes, jus de fruits et de légumes» de 0,8% et le «Café, thé et cacao» de 0,4%. En ce qui concerne les produits non alimentaires, la hausse a marqué les prix des «Carburants» avec 9,2%. Toutes ces hausses sont bel et bien actées, mais les salaires, eux, stagnent irrémédiablement. Pourtant, les prix des céréales, des huiles végétales et du sucre ont reculé à l'échelle mondiale fin juin 2022, comme l'a annoncé l'Organisation mondiale des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Alors comment le gouvernement réagit face à cette situation inextricable qui s'est traduite par des campagnes sur les réseaux sociaux dénonçant la cherté de la vie au Maroc allant jusqu'à demander la démission du Chef du gouvernement.

Alors comment le gouvernement réagit face à cette situation inextricable qui s'est traduite par des campagnes sur les réseaux sociaux dénonçant la cherté de la vie au Maroc allant jusqu'à demander la démission du Chef du gouvernement. Un chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, qui a même précisé, il y a quelques semaines, que le gouvernement a déjà alloué des subventions importantes pour réduire l'impact du renchérissement des cours

des produits pétroliers et des matières premières à l'international. Ces subventions représentent 17 milliards de dirhams pour le gaz butane, 14 milliards de dirhams pour l'électricité, 600 millions de dirhams par mois pour subventionner la farine de blé et 3 milliards de dirhams par an pour le sucre. En ce qui se réfère à la hausse des prix du carburant, qui ont atteint plus de 17 dirhams, Aziz Akhannouch a promis des mesures pour alléger la situation qui a duré très longtemps, alors que les prix des hydrocarbures à la station ont baissé presque partout dans le monde. Il a même ajouté qu'«Un dialogue est engagé avec les représentants des professionnels du transport afin de trouver des solutions pour alléger l'impact des prix élevés du carburant sur les citoyens».

Mais à ce jour, fin décembre 2023, le prix de l'essence flirte toujours avec les 15 dirhams paralysant les activités de millions de Marocains qui dépendent des hydrocarbures pour faire du commerce et subvenir à leurs besoins. Mais comment s'en sortir quand on a un revenu de 2000 ou 3000 dirhams ? Comment faire, quand on est simple vendeur ambulant ? Comment faire quand on est ouvrier dans une usine, comme le sont des millions de Marocains ? Comment faire quand on est veuve, quand on est vieux, quand on n'a personne pour subvenir à nos besoins ? Comment s'en sortent les retraités au Maroc ? Comment faire quand on est instituteur avec un salaire qui varie entre 3000 et 5000 dirhams, selon l'échelle ? À combien on peut louer un petit appartement avec le strict minimum, comment se nourrir, comment se soigner, comment payer l'eau et l'électricité, qui sont aussi très chers au Maroc, comment payer les frais de scolarité des enfants ? Comment fait-on quand on est facteur, caissier, agent de sécurité, vendeur ou agent dans un call center, l'un des domaines qui embauche de plus en plus au Maroc ? L'équation est simple, pour un grand nombre de Marocains, la question qui préoccupe et empêche de dormir est la suivante : comment finir le mois, comment payer les dettes et les crédits, comment survivre ? Parce que pour une majorité, la question est justement de survivre à défaut de vivre dignement.

En effet, ce nouveau gouvernement est sommé d'apporter sine mora des réponses ciblées pour l'instauration d'un nouveau modèle de développement, considéré comme un grand chantier de règne.

Nouveau modèle de développement : Un chantier de règne

Après le scrutin du 8 septembre 2021 et la nomination d'un nouveau gouvernement le 7 octobre 2021, la majorité des citoyens marocains ont cru avoir lu et tourné la page d'une décennie entachée par le sentiment de l'inachevé et du travail bâclé. Pour les populations marocaines, le mot d'ordre était simple : place à une autre théorie applicable sur le terrain accidenté des réalités de ce pays aux multiples défis. Face à tous ces challenges de taille, quels sont d'abord, les nouveaux défis qui se présentent au Maroc aujourd'hui à la lumière des actions royales anticipatives qui ont donné corps à une commission ad hoc pour apporter des réponses utiles, rigoureuses, fiables et faisables ?

En effet, ce nouveau gouvernement est sommé d'apporter sine mora des réponses ciblées pour l'instauration d'un nouveau modèle de développement, considéré comme un grand chantier de règne. Avec comme points d'orgue un développement industriel tous azimuts, une implantation régionale dans le Maghreb, dans le Monde arabe et en Afrique plus efficiente consolidant les grands acquis déjà engrangés pour jouer pleinement ce rôle de leader qui porte l'ambition marocaine au-delà des frontières géographiques et politiques. «La modernisation des infrastructures, le lancement de nombreuses stratégies sectorielles et l'engagement du Maroc dans un vaste programme d'énergies renouvelables ont permis d'apporter des réponses économiques pertinentes et de préparer l'avenir», lit-on dans les pages du Nouveau modèle de développement.

Ce nouveau gouvernement a aujourd'hui la possibilité couplée à l'opportunité historique de mettre ses visions en pratique tranchant complètement avec les ratés du passé. Pour cela, il doit prendre comme priorités les objectifs suivants : «le doublement du produit intérieur brut par habitant à horizon 2035, une maîtrise des apprentissages de base à la fin du cycle primaire par plus de 90% des élèves, l'augmentation du nombre de médecins par habitants pour atteindre les normes de l'OMS, la réduction à 20% de la part de l'emploi informel, l'élargissement du taux de participation des femmes à 45%, contre 22% en 2019, un taux de satisfaction des citoyens envers l'administration et les services publics de plus de 80%», comme nous pouvons le lire dans la synthèse du Nouveau modèle de développement.

Parmi ces réponses attendues dans l'urgence, une politique de mise en valeur de l'enseignement et de l'éducation nationale en valorisant les instituteurs et les professeurs, en dotant les écoles marocaines des moyens nécessaires pour fournir aux enfants un accès assuré au savoir et aux connaissances. Cela passe par une école nettoyée de la violence, devenue monnaie courante. Cela passe par la lutte contre le trafic et la consommation des drogues dans les écoles marocaines. Cela passe par la valorisation du diplôme comme un outil permettant l'accès au marché du travail, dans une synergie entre ce que proposent les écoles et les universités et ce qu'attendent l'économie et les différentes industries qui y sont rattachées. Dans cette optique, l'école doit être pensée comme un investissement dans le cadre d'une industrie des compétences, avec la garantie du rendement et du retour sur investissement. Cela passe par des compensations, par des salaires attrayants, par redonner à l'école et à l'université marocaines leurs lettres de noblesse en en faisant des centres névralgiques dans la quête des intelligences et des compétences dans tous les secteurs vitaux pour le Maroc.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

L'importance africaine résonne au-delà du Continent

Le Maroc fait entendre un nouveau narratif

Intervenant à l'occasion d'un panel de haut niveau, en ouverture des travaux du Carnegie Africa Forum, organisé à Washington par le think tank américain de renom Carnegie Endowment for International Peace, l'Ambassadeur Youssef Amrani a souligné que « l'importance de l'Afrique ne se limite pas à l'intérêt introspectif des 54 pays qui la constituent. Le monde se met à l'heure africaine et certains rattrape du retard ».

Le diplomate marocain a souligné que « l'Afrique assume plus que jamais un rôle et une place pivots sur l'échiquier mondial, devenant un faiseur d'équilibre géopolitique qui non seulement influence mais également détermine le processus décisionnel international ». Insistant sur les élans de transformation qui jalonnent le continent, Youssef Amrani a rappelé que « cette année seulement, 19 élections sont programmées sur le continent », démontrant que « l'évolution africaine s'opère à grands pas et de façon structurante, ouvrant ainsi la voie à des changements qui n'auront de cesse de repositionner le continent au centre des agendas ». « L'Afrique c'est l'Avenir », a plaidé l'Ambassadeur, insistant sur les acquis enregistrés dans la construction d'un projet africain « cohérent, intégré et solidaire, qui progressivement reflète les ambitions politiques renouvelées d'une unité africaine qui se mue en réalité. ». « La Vision de Sa Majesté le Roi participe avec détermination, appui et impact au rehaussement stratégique de cette émulation transversale qui s'opère sur le continent, offrant rien de moins qu'une nouvelle narrative africaine fondée sur plus de solidarité, plus de coopération et plus d'intégration. », a souligné le diplomate marocain.

Youssef Amrani a rappelé que « l'Afrique est au cœur de toutes les priorités du Royaume et constitue un espace de projection que le Maroc investit avec une conviction diplomatique univoque : notre avenir commun se construit ensemble dans la concertation et l'engagement indéfectible de servir l'intérêt premier et élargi des citoyennes et citoyens africains. » M. Amrani a expliqué en ce sens que l'Initiative lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour favoriser l'accès des pays du Sahel à l'océan Atlantique, reflète dans sa quintessence « notre ambition profondément ancrée pour un développement durable et inclusif en Afrique. » Cette initiative inédite facilitera l'accès des pays du Sahel à la côte atlantique, ce qui contribuera à stimuler les échanges commerciaux et générer des investissements et de l'emploi au profit des populations du continent.

L'Initiative Royale contribuera à renforcer la connectivité entre les espaces et groupements régionaux, a-t-il indiqué, soulignant la nécessité de formuler des stratégies adaptées visant à promouvoir l'intégration régionale. L'ambassadeur a également passé en revue les différentes initiatives lancées par le Maroc pour renforcer la coopération avec le reste du continent, notamment le Gazoduc entre le Maroc et le Nigeria, estimant que l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine permettra de renforcer davantage les partenariats intra-africains. Tout en rappelant que l'Afrique est "en plein mouvement et dispose de l'ambition, des institutions et des outils nécessaires" pour assurer sa dynamique de croissance, M. Amrani a plaidé en faveur d'un nouvel élan au partenariat avec les Etats-Unis et le continent africain en vue de mettre à profit le potentiel dont regorge l'Afrique, en tant que continent du futur. Dans ce contexte, il a noté que le renforcement des liens de coopération avec les pays africains ne doit pas se limiter au niveau gouvernemental, mais doit également inclure tous les autres partenaires, dont la société civile et le monde des affaires, rappelant à cet égard la célébration par le Maroc et les Etats-Unis cette année du 20ème anniversaire de la signature de l'accord de libre-échange, qui a contribué à l'amélioration des échanges commerciaux entre les deux pays. «L'Afrique dispose des ambitions et du leadership qui lui permettent de s'ériger en partenaire distingué des Etats-Unis", a assuré l'ambassadeur lors de cette séance consacrée au thème « Positionnement pour le partenariat : la diplomatie africaine aux Etats-Unis ». Il a évoqué dans ce sens le rôle crucial joué par les diplomates africains dans la promotion de l'image de leur pays auprès des acteurs américains et également en présentant leurs ambitions et leurs besoins en matière de partenariats, fondés sur les valeurs communes que ces pays partagent avec les États-Unis sans pour autant abandonner leurs spécificités et leurs identités. Il a ajouté que les rôles des représentations diplomatiques africaines aux États-Unis incluent également la promotion de la croissance et la création d'opportunités d'emploi dans les pays du continent au profit des jeunes générations, ainsi que la promotion de la paix et de la stabilité dans diverses régions du continent. Cette session a vu la participation des ambasdssadeurs de Tanzanie, du Ghana, du Mali et de l'Union africaine, accrédités auprès des États-Unis.

Ces intervenants ont convenu sur la nécessité d'adopter des approches stratégiques qui contribuent à stimuler les partenariats entre les Etats-Unis et l'Afrique qui soient mutuellement avantageux. Ce forum, auquel participent des responsables américains, des membres du corps diplomatique, ainsi que des représentants des centres de recherche et des médias, se focalise sur le rôle du continent dans la coopération internationale, dans le but d'améliorer les opportunités de partenariat et de renforcer l'intégration régionale et continentale.

Hammouchi reçoit la Médaille d'honneur d'or de la Police française

Sur invitation officielle des responsables des services sécuritaires français, le Directeur Général de la Sûreté nationale (DGSN) et de la Surveillance du territoire (DGST), Abdellatif Hammouchi, a effectué une visite de travail en France, durant laquelle il a eu des entretiens avec ses homologues de la police nationale, de la sécurité intérieure et la sécurité extérieure en France. A cette occasion, M. Hammouchi a été décoré à titre exceptionnel de la Médaille d'honneur d'or de la Police nationale française.

Par Hamza Abdelouaret

Lors de cette visite (26-28 juin), Abdellatif Hammouchi a eu une série de réunions et d'entretiens avec, respectivement, Celine Berthon, Directrice Générale de la Sécurité intérieure (DGSI), et Nicolas Lerner, Directeur Général de la Sécurité extérieure (DGSE), axés sur les moyens de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, et de hisser les niveaux de coordination et d'échange des données de renseignement et opérationnelles concernant les diverses menaces émanant d'organisations extrémistes et de réseaux de crime transnational, indique le Pôle DGSN-DGST dans un communiqué. Au cours de ces entretiens bilatéraux centrés sur le volet des renseignements en matière de coopération bilatérale, M. Hammouchi était accompagné d'une importante délégation sécuritairereprésentant la DGST.

Par ailleurs, il a eu d'intenses entretiens avec le Directeur général de la Police nationale(DGPN), Fréderic Veaux, en présence d'une importante délégation de la DGSN, lors desquels les mécanismes avancés de coopération et de coordination dans les divers domaines sécuritaires ont été passés en revue par les deux parties, en particulier la mise en place de mécanismes proactifs d'évaluation des risques et d'échange des informations lors de leur action commune pour sécuriser lesJeux olympiques d'été Paris-2024, souligne la même source. En consécration de l'excellence de la coopération maroco-française dans les différents domaines sécuritaires, M. Hammouchi a été décoré à titre exceptionnel de la Médaille d'honneur d'or de la Police nationale française, en reconnaissance de ses efforts en faveur de la consolidation et du développement de la coopération sécuritaire commune. Cette visite a été l'occasion pour les deux parties d'examiner les moyens de promouvoir la coopération bilatérale dans plusieurs domaines liés à la lutte contre le crime transnational, particulièrement ceux relatifs au trafic de drogue et de psychotropes, aux réseaux d'immigration irrégulière, à latraite d'être humains, ainsi que les mécanismes opérationnels de coopération en matière de déploiement et d'exécution des dispositifs et des opérations sécuritaires communs. Elle témoigne de l'importance de rehausser les niveaux de la coopération sécuritaireentre le Maroc et la France, engagés dans plusieurs programmes d'action et de coordination bilatérale et qui font face à des défis sécuritaires communs, ajoute la même source. Cette visite intervient aussi dans le contexte de l'engagement des services de laDGSN et de la DGST au sein du système de coopération sécuritaire internationale, afin de garantir une contribution efficiente en matière d'élimination des risques et des menaces terroristes et criminels, à l'échelle régionale et internationale.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Grèves des Etudiants en médecine

Une marche d'indignation des parents à Rabat

Les parents des étudiants en médecine, médecine dentaire et pharmacie ont organisé un sit-in samedi 29 juin devant le Parlement. Ils s'indignent de la manière de traiter le dossier revendicatif des étudiants par les responsables et appellent à reprendre le dialogue en urgence dans une dernière tentative de sauver l'année universitaire.

Par Asmae El Moualled

Les parents des étudiants en médecine et en pharmacie ont manifesté leur colère lors d'un sit-in organisé samedi devant le Parlement à Rabat. Ils dénoncent la gestion du dossier de leurs enfants par les responsables, qui a conduit à la suspension du dialogue, au gaspillage du temps universitaire et à l'aggravation de la crise. Ces parents regrettent l'absence d'interaction sérieuse et responsable de la part des autorités et mettent en garde contre les conséquences graves de cette situation sur l'avenir de la formation des futurs médecins et pharmaciens et sur la réussite du projet de réforme du système de santé. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre du soutien continu des parents à leurs enfants en grève depuis sept mois. Les étudiants réclament une amélioration des conditions de formation médicale, le retour sur les décisions de réduction des années d'études et une limitation du nombre d'étudiants admis dans des facultés déjà surpeuplées ce qui complique les affectations pour les stage dans les hôpitaux et les centres de santé. Les parents réclamant également les mêmes droits à la formation théorique et au nombre d'heures de stages cliniques que les étudiants des promotions précédentes. Pour eux, la réduction des heures de stages cliniques de 4.500 à 3.900 est une injustice. Ils dénoncent par ailleurs le blocage du dialogue avec les étudiants, aggravant ainsi la crise malgré les signes d'apaisement observés début juin. "Nous espérons toujours une résolution définitive de la crise des facultés de médecine et de pharmacie pour sauver l'année universitaire en cours", rapporte un parent. Exprimant son mécontentement de voir l'avenir de son fils menacé, ce papa a tenu à dénoncé la programmation unilatérale des examens du second semestre par le ministère de l'Enseignement supérieur. Il a souligné que le choix de ce timing était inapproprié pour les étudiants, entraînant un taux de boycott des examens de plus de 96%. Il a appelé les autorités à intervenir d'urgence pour rouvrir le dialogue et négocier sérieusement avec les étudiants, afin d'éviter une année blanche, qui semble imminente si des solutions efficaces ne sont pas trouvées rapidement pour satisfaire toutes les parties. De son côté, une mère d'une étudiante de la faculté de médecine et de pharmacie de Tanger a déclaré que la détérioration de la situation dans les facultés reflète, selon elle, le manque de sérieux du gouvernement, à travers les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur, dans la gestion des revendications des futurs médecins et pharmaciens. Elle estime que la suspension du dialogue et l'aggravation de la crise conduiront à une détérioration des conditions dans les facultés, avec des conséquences graves sur l'avenir et la compétence des futurs professionnels de la santé. Les parents des étudiants en médecine et en pharmacie insistent sur la nécessité pour le gouvernement de répondre de manière urgente aux demandes des étudiants. Ils soulignent que leurs enfants souffrent de conditions de formation difficiles et de surpopulation dans les hôpitaux et les centres de formation. Selon eux, les solutions partielles proposées par le gouvernement ne seront pas suffisantes tant que les causes profondes des problèmes du secteur ne seront pas traitées. Ils appellent ainsi à l'ouverture d'un dialogue sérieux et responsable avec les représentants des étudiants pour trouver des solutions consensuelles, garantissant leurs droits et contribuant à l'amélioration de la qualité des formations médicales, afin de garantir la réussite du grand projet de réforme du système de santé.

Les mensonges de l'Histoire

Par Docteur Imane Kendili,
Psychiatre et auteure

"C'est là une idée très actuelle. Nous ne sommes pas capables de nous libérer nous-mêmes, la chose ne fait aucun doute : nous appelons cela démocratie, mais la démocratie n'est que l'expression politique d'un état psychique d'indifférence absolue. Nous sommes à l'époque du bulletin de vote. Déjà, chaque année, nous élisons notre idéal sexuel, la reine de beauté, par le moyen du vote. Nous avons fait de la science positive notre idéal : c'est comme si nous glissions de force dans la main des prétendus faits un bulletin de vote, afin qu'ils choisissent à notre place. L'époque est anti-philosophique et lâche : on n'a pas le courage de décider ce qui est valeur et ce qui n'en est pas. La démocratie, réduite à sa plus simple expression, revient à faire ce qui se produit ! Soit dit en passant, c'est là un des plus infâmes cercles vicieux que l'histoire de notre race ait connus." Voici ce que l'auteur du monumental «L'Homme sans qualités», Robert Musil, écrivait il y a plus d'un siècle. Le vocable « démocratie » est si galvaudé et consommé qu'il est réduit aujourd'hui à une unique notion : celle du bulletin de vote. Celle-ci implique une autre notion qui voudrait que la confiance doit venir d'en bas et le pouvoir d'en haut. Sauf qu'au bout de 100 ans de dite «démocratie», comme on l'entend aujourd'hui en Occident, a consacré tout le contraire et dans la pratique et dans les finalités. La confiance est devenue soumission à une idée abstraite et absolue. Et le pouvoir s'est mué, très vite, depuis les premières heures de la mise en pratique de cette doctrine, une mainmise de l'élite politique et économique sur le reste du peuple : « Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants», lit-on dans le Discours du 7 septembre 1789, intitulé précisément: « Dire de l'abbé Sieyes, sur la question du veto royal : à la séance du 7 septembre 1789 »). 250 ans plus tard, la situation est plus que jamais contradictoire avec les principes fondateurs de cette idée de la « démocratie » qui devait représenter le peuple et répondre à ses attentes, ses visées et surtout ses besoins les plus impérieux. Le tout sous-tendu par la nécessité primordiale de tout faire fonctionner selon une éthique et une batterie de valeurs dont les premiers articles consacrent le respect des droits humains dans leur grande variété. Dans la pratique, une seule et unique chose est respectée : la délégation par le citoyen de son droit à accepter et à refuser. Du fait même que le citoyen a traqué sa liberté d'être et d'agir contre la représentation par un député, le peuple a cédé tout droit de regard sur la chose politique. Cela rejoint dans les grandes lignes ce que disait Alexis de Tocqueville dans «De la démocratie en Amérique» : «Cet État se veut si bienveillant envers ses citoyens qu'il entend se substituer à eux dans l'organisation de leur propre vie. Ira-t-il jusqu'à les empêcher de vivre pour mieux les protéger d'eux-mêmes ? Le plus grand soin d'un bon gouvernement devrait être d'habituer peu à peu les peuples à se passer de lui». C'est exactement ce que le monde vit aujourd'hui, et à plus forte raison, l'Occident, avec tout son arsenal rhétorique sur la démocratie et la voix des peuples. L'État est totalitaire et il le montre en édictant des lois et surtout des restrictions, justement en faisant croire aux populations qu'il les protège d'elles-mêmes. Autrement dit, sans cet État dominant et omnipotent, le citoyen est un danger pour lui-même. D'où la puissance de l'État qui contrôle les moindres faits et gestes des populations ne laissant aucun détail au hasard. Cela nous donne une équation à deux comparses : un numéro de vote et une urne, contrôlée par le haut de la pyramide de l'État. Sauf que la finalité est toujours la même : quel que puisse être le vote, la marche de l'État est toujours identique, peu importe celui qui semble être aux commandes. Cela fait dire à un autre des fameux pères de la «démocratie» américaine, Benjamin Franklin que : «La démocratie, c'est deux loups et un agneau votant ce qu'il y aura au dîner». Le banquet démocratique se résume à cela : un système de gouvernance où l'agneau participe au vote sur son sort, connu d'avance, à savoir que sa voix n'est pas audible, puisqu'elle se perd dans la cacophonie ambiante de la cité gérée comme une usine, avec des prolétaires que sont les citoyens et des dirigeants que sont les membres de l'appareil de l'État, avec un jour de repos, avec un congé payé, quelques vacances, des impôts, des représailles en cas de sortie de route et un ordre établi duquel il ne faut jamais dévier, sous peine de sanctions sévères. C'est cette vision que l'on retrouve chez un théoricien de la gouvernance, déjà dans l'antiquité : «Il n'est point d'État auquel je refuse plus nettement le nom de chose publique qu'à celui qui est placé tout entier dans les mains de la multitude. [...] il n'existe point de peuple pour moi s'il n'est contenu dans le lien commun de la loi. Hors de là, cet assemblage d'homme est tyran aussi bien qu'un seul homme et même tyran d'autant plus odieux qu'il n'est rien de plus terrible que cette bête féroce qui prend la forme et le nom de peuple», écrit Cicéron dans «De la République». D'où cette mainmise du pouvoir sur le peuple qu'il doit maîtriser, contrôler, guider, télécommander, selon des lois et des règles strictes. Sans quoi, le pouvoir en place vacille et s'effondre dans une équation simple : la stabilité du pouvoir provient de la docilité du peuple. Dans le cas contraire, on donne à cette configuration le nom inexact d'anarchie. Celle-ci est très loin de cette idée du pouvoir qui s'écroule au profit d'une population qui s'autogère dans une lecture chaotique de la vie en communauté. En tout état de cause, il faut bien considérer cette affirmation de Raymond Aron quand il dit : «Plus grande est la surface de la société couverte par l'État, moins celui-ci a des chances d'être démocratique». Cela rejoint, dans un sens les paroles d'un autre exemple érigé en démocrate, celui de Winston Churchill qui dit ceci : «La démocratie est le pire des régimes - à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé. » (Democracy is the worst form of government - except for all those other forms, that have been tried from time to time.). D'ailleurs, un autre théoricien affirme, presque avec les mêmes mots, à quelque chose près que : «La démocratie est la pire forme de gouvernement totalitaire, à l'exception de tous les autres», assène Frank Van Dun.

N° 1008 LA VERITE Du 5 au 11 juillet 2024

• Abdelaziz Adnane, DG de la CNOPS
• Khalid Ait Taleb, Ministre de la Santé
• Hassan Boubrik, DG de la CNSS

AMO, le grand écart entre les cotisations et les paiements

Selon la CNOPS, l'écart entre les cotisations et les paiements l'a contraint à racheter 1.6 MMDH de ses réserves de sécurité pour honorer ses engagements envers les assurés et les producteurs de soins. Cette situation fait courir à l'AMO le risque d'épuisement de ses réserves à l'horizon 2027.

Par Docteur Imane Kendili,
Psychiatre et auteure

Lors de sa 28ème session tenue jeudi dernier au titre de l'AMO- Secteur public, sous la présidence de Miloud Massid, le Conseil d'administration de la CNOPS a également adopté le rapport financier de la Caisse au titre de l'année 2023 et son rapport d'activité, indique un communiqué de la CNOPS. Ce rapport, ajoute-t-on, est marqué par plusieurs réalisations en matière de simplification des procédures et leur digitalisation, d'échange de données avec les partenaires pour faciliter l'accès aux services, et de poursuite de la lutte contre la fraude, en coordination avec les mutuelles, notamment après le développement d'un logiciel unique à l'échelle nationale "CNOPS360". Ce logiciel, explique la même source, permet de suivre la consommation des assurés et des prestataires de soins et de lutter contre les tentatives de fraude. Grâce à la maîtrise de la CNOPS des indicateurs de l'AMO- Secteur public, l'auditeur externe a certifié, pour la 10ème fois d'affilée depuis 2014, les comptes de ce régime sans aucune réserve en 2023, souligne le communiqué, notant que les auditeurs externes ont approuvé les comptes du régime d'AMO des étudiants depuis son lancement en 2016 et ceux de la convention CNOPS-Etat-Conseil National des Droits de l'Homme pour la couverture des anciennes victimes de graves violations des droits de l'Homme 1956-1999, ainsi que les comptes du secteur commun et de la clinique mutualiste. De ce fait, les auditeurs ont certifié, sans aucune réserve, les comptes de tous les régimes gérés par la CNOPS, qui couvrent 3,8 millions de personnes, ce qui constitue une première au niveau des institutions de protection sociale. Par la suite, le Conseil d'administration a examiné les indicateurs de l'AMO-Secteur public au titre de l'année 2023, poursuit la même source, précisant que le nombre de bénéficiaires a atteint 3.111.030 personnes et les cotisations des assu-

rés se sont élevées à 6,31 MMDH, contre 6,12 MMDH en 2022, soit une augmentation de 3 %. En regard de cette lente progression des cotisations, et après le traitement de 6 millions de dossiers de maladie, le paiement des prestations a atteint 7,45 MMDH en 2023, contre 5,86 MMDH en 2022, enregistrant ainsi une augmentation de 1,59 MMDH (27 %). Le total des paiements en faveur des assurés et des prestataires de soins s'élève, depuis l'entrée en vigueur de l'AMO en 2005, à 79 MMDH, faisant de la CNOPS le premier financeur de la couverture médicale dans notre pays.

Selon la CNOPS, l'écart entre les cotisations et les paiements en 2023 a généré un déficit de 1.28 MMDH, après deux années de déficit, en 2022 et 2021, où l'AMO a enregistré respectivement des déficits de 878 MDH et de 1.51 MMDH, contraignant la Caisse à racheter 1.6 MMDH de ses réserves de sécurité pour honorer ses engagements envers les assurés et les producteurs de soins et faisant courir à l'AMO le risque d'épuisement de ses réserves à l'horizon 2027. Cette situation s'explique par l'élargissement continu du panier de soins, notamment en médicaments coûteux, sans études médico-économiques, la cherté des prix des médicaments, des dispositifs médicaux et des analyses biologiques, des soins dentaires, etc., le retard d'approbation de la décision de plafonner le remboursement des couronnes céramo-métalliques, ainsi que la faiblesse du dispositif de maîtrise médicalisée des dépenses de soins de santé, le plafonnement des cotisations et la non-révision de leur taux depuis 2005. Cette situation s'explique également par l'augmentation du nombre de personnes atteintes de maladies de longue durée et coûteuses et leurs dépenses (3,7 milliards de dirhams en 2023, soit 53 % des dépenses), le vieillissement de la population assurée (le nombre d'assurés retraités est passé de 20,8 % en 2006 à 38,4 % en 2023), ainsi que l'augmentation du taux de sinistralité de 51,6 % en 2022 à 52,9 % en 2023. En conséquence, le Conseil d'administration a approuvé une décision exhortant les autorités compétentes à prendre les mesures d'urgence nécessaires pour assurer la pérennité de l'AMO- Secteur public et rétablir son équilibre financier. Le Conseil d'administration de la CNOPS a également examiné le projet de loi relative à la fusion des régimes d'AMO, à propos duquel n'ont été consultées ni la CNOPS, en tant qu'organisme gestionnaire, ni les Mutuelles, qui conduisent avec la Caisse depuis 74 ans, une expérience unique de gestion intégrée de l'AMO et de la couverture complémentaire, ajoute le communiqué. S'exprimant à cette occasion, M. Miloud, cité par le communiqué, a souligné "la pleine adhésion de la CNOPS et des Mutuelles au Chantier Royal de généralisation de l'AMO et leur détermination à mettre leur expérience et leur expertise, reconnues depuis plusieurs décennies, à contribuer à préserver la dignité des citoyens et à soutenir leur droit constitutionnel à l'accès aux soins de santé". Il a toutefois estimé que l'exclusion ou la marginalisation de la CNOPS et des Mutuelles des réformes de l'AMO ne concorde pas avec le principe de participation prévu dans la loi-cadre 21-09 sur la protection sociale, ni avec la dimension constitutionnelle du secteur mutualiste, précisant que la décision de fusion des régimes et d'examen de ses aspects financiers et gestionnaires, ainsi que son impact sur les assurés, l'État, la CNOPS et les Mutuelles, relèvent des attributions de la Commission interministérielle pour le pilotage de la réforme du système de la Protection Sociale et du comité technique qui en est issu.

A cet égard, le Conseil d'administration de la CNOPS a exhorté le gouvernement à préserver les droits acquis des assurés et à protéger les employés de la CNOPS et des Mutuelles à la lumière des dispositions ambiguës du projet de loi 54-23 sur la fusion des régimes d'AMO qui menacent leur avenir et excluent CNOPS et Mutuelle du champ de l'AMO. Enfin, le Conseil d'administration a appelé les autorités compétentes à accélérer l'approbation du statut des employés de la CNOPS, qui n'a pas été révisé depuis 2011. Le retard d'approbation de ce statut et l'incertitude quant à l'avenir de la Caisse et des Mutuelles occasionnent une hémorragie des ressources humaines, captées par des institutions œuvrant dans le domaine de la protection sociale, déplore la CNOPS. Au terme des travaux de ce Conseil, la CNOPS et les Mutuelles ont réaffirmé leur adhésion et leur mobilisation pour contribuer à la réussite du chantier royal de généralisation de l'AMO et garantir sa pérennité grâce à leur expertise, leur expérience et leur attachement aux principes de solidarité sociale et à tout ce qui préserve les droits des assurés et valorise leurs acquis.

N° 1008 LA VERITE Du 5 au 11 juillet 2024

Attijariwafa bank et la ZLECAF se mobilisent pour promouvoir l'investissement en Afrique

Le groupe Attijariwafa bank et le Secrétariat de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf) ont signé, en marge de l'Édition 2024 du Forum International Afrique Développement, un protocole d'accord visant à accélérer les impacts de la ZLECAf afin de faciliter le commerce et l'investissement sur le Continent.

Par Asmae El Moualled

Paraphé par M. Mohamed El Kettani, Président Directeur Général du groupe Attijariwafa bank et par S.E.M. Wamkele Mene, le Secrétaire Général du Secrétariat de la ZLECAf, ce protocole d'accord porte sur la coopération des deux parties en vue de mobiliser des ressources, d'identifier et d'accompagner la mise en œuvre de projets dans les secteurs prioritaires comme l'infrastructure, l'énergie, l'agriculture, l'agro-industrie, l'automobile, l'industrie pharmaceutique, les transports et la logistique. Les deux parties se sont également engagées à soutenir les sociétés commerciales africaines (African Trading Companies) qui facilitent et stimulent le commerce intra-africain, à promouvoir la participation des femmes et des jeunes entrepreneurs à la ZLECAf pour favoriser davantage la création d'emplois et de projets, et à s'appuyer sur le Club Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank, comme plateforme d'échange Sud-Sud en faveur de la communauté des entrepreneurs africains. Ainsi, le groupe Attijariwafa bank et la ZLECAf se sont entendus, à travers cet accord, sur les principes fondamentaux de cette coopération. Il s'agit notamment de :

• promouvoir les opportunités de commerce et d'investissement de la ZLECAf ;

• de participer mutuellement aux évènements et forums organisés par les deux parties ainsi qu'aux missions économiques sectorielles organisées sur le Continent par le Club Afrique Développement ;

• de prendre part à l'initiative Sufawe du Club Afrique Développement en soutenant et en renforçant son programme ;

• de co-organiser des webinaires sectoriels pour les opportunités de la ZLECAf (Automobile, Agro-industrie) ;

• et enfin, d'échanger des informations et des publications sur les marchés liées au commerce et à l'investissement en Afrique.

S'exprimant lors de la cérémonie de signature, S.E.M. Wamkele Mene, SG du Secrétariat de la ZLECAf, s'est félicité de la conclusion de cet important protocole d'accord qui témoigne de la volonté des deux parties de porter leur coopération à un niveau supérieur et de renforcer davantage le rôle du secteur bancaire africain dans l'accompagnement des opérateurs économiques africains dans la prospection des opportunités d'affaires sur l'ensemble du continent et d'élargir ainsi leur ambitions de façon à contribuer efficacement à la prospérité économique en Afrique. Il a également rappelé "la nécessité de renforcer également les canaux de communication sur les opportunités d'affaires sur le continent et la priorisation des projets d'infrastructures fédérateurs à même de contribuer à l'accélération des mouvements de personnes et capitaux". Et de souligner par ailleurs, la nécessité d'impliquer l'ensemble des forces vives des nations africaines et d'encourager les opérateurs économiques à s'approprier les objectifs de la ZLECAf dont l'objectif principal reste la mise en place d'un espace économique épanoui profitable à tous les peuples africains. Lors de son intervention, M. El Kettani, PDG du groupe Attijariwafa bank a déclaré : "En découvrant les capacités actuelles de la ZLECAF, nous devenons conscients de l'apport considérable de cette initiative pour le développement économique de l'Afrique. Cette zone de libre-échange a le potentiel de transformer profondément les échanges commerciaux intra-africains, en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires, et en stimulant les investissements directs étrangers". Et d'ajouter qu'en tant qu'institution financière panafricaine, "Attijariwafa Bank est fermement engagée à accompagner cette dynamique de croissance et d'intégration économique. Cette convention représente non seulement une avancée significative pour nos deux organisations, mais également une opportunité unique de tirer parti des synergies créées par cette coopération renforcée. Nous sommes impatients de collaborer à travers des activités comme le Forum International Afrique Développement (FIAD), et de profiter plus amplement des opportunités économiques qu'offre notre continent en plein essor. Ensemble, nous œuvrerons à la construction d'une Afrique plus intégrée, plus compétitive et plus prospère". "Ce protocole d'accord illustre l'engagement continu du groupe Attijariwafa bank et du Secrétariat de la ZLECAf pour une intégration économique africaine plus profonde favorisant le développement durable, la croissance économique et l'augmentation du commerce intra-africain", indique la banque dans un communiqué.

Groupe OCP

Le défi de la recherche scientifique et de l'innovation

Dans le cadre de ses activités minières et chimiques, le groupe OCP utilise les eaux usées d'origine urbaine. Pour ce faire, le groupe a construit trois stations de traitement des eaux usées dans les sites à Khouribga, Benguerir et Youssoufia. Ils permettent le traitement et la valorisation de plus de 10 millions de m3 d'eaux usées urbaines par an. La station de Khouribga, opérationnelle depuis 2010, permet de traiter jusqu'à 5 millions de m3 par an. Pour optimiser ces choix de durabilité, OCP a renforcé l'utilisation de ressources en eau de mer dessalée dans ses activités industrielles. Le complexe à Jorf Lasfar est desservi par la plus grande station de dessalement d'eau de mer au Maroc, avec une capacité annuelle de 25 millions de m3. Une extension de cette station a eu lieu en 2021 et a permis de faire passer sa capacité à 40 millions de m3 par an. A Laâyoune, une nouvelle station de même nature a vu le jour en 2022 afin de répondre aux besoins du site de Phosboucraa. Elle vient renforcer les capacités actuelles estimées à 1,2 million de m3. Il faut ici préciser que toutes ces avancées ont été rendues possibles grâce aux investissements dans la recherche et l'innovation. En effet, le groupe a grandement misé sur la recherche au sein d'établissements académiques leaders afin de découvrir de nouvelles méthodes pour valoriser l'eau. L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), créé par OCP, en partenariat avec d'autres institutions de renommée mondiale, telles que Stanford et l'International Water Research Institute, travaillent sur le développement de techniques innovantes permettant de révolutionner l'usage de l'eau et de réduire sa consommation. Grâce à tout ce travail en amont, il faut retenir que dans le cadre de ce plan d'urgence, 100% des besoins des sites de Jorf et Safi sont couverts par de l'eau non conventionnelle provenant du plan d'urgence. Au niveau du site de Jorf, l'autonomie depuis avril 2023 est de 52 Mm3 à fin décembre 2023. Au niveau du site de Safi, la déconnexion du site de Safi de la digue de la ville de Safi, a eu lieu le 2 février 2024, avec déjà 23 Mm3 à fin décembre 2023.

BM/IFC : David Tinel, nouveau représentant pour le Maghreb

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, a nommé le Français David Tinel en tant que nouveau représentant régional pour le Maghreb. Dans ses nouvelles fonctions, David Tinel"conduira la stratégie d'IFC dans la région en vue de favoriser une croissance du secteur privé résiliente, inclusive et durable", indique, dans un communiqué diffusé à Washington, cette institution mondiale d'aide au développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents.

"M. Tinel sera basé à Rabat et dirigera les efforts d'IFC pour promouvoir les réformes du secteur privé et catalyser, à travers la mise en œuvre de projets innovants, le développement des marchés" dans les pays de la région. Il gérera également les relations clés avec les clients, les partenaires et les gouvernements, a indiqué la même source. Doté d'une vaste expérience du secteur de la finance et du développement en Amériquelatine, aux États-Unis et en Europe, M. Tinel occupait jusqu'à récemment le poste de conseiller auprès du vice-président régional d'IFC pour l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Europe. M. Tinel prendra ses nouvelles fonctions le 1er juillet 2024. Selon le communiqué, IFC travaille, depuis plus de 60 ans, avec des partenaires des secteurs public et privé pour soutenir les petites entreprises, l'industrie manufacturière et agroalimentaire, lesinfrastructures et le secteur financier à travers le Maghreb. Au cours des trois dernières années fiscales, IFC a investi et mobilisé 1,5 milliard de dollars au Maghreb pour favoriser un développement économique durable dans la région.

Le Conseil de la concurrence donne son accord à l'acquisition de Société Générale Maroc par Saham

C'est fait. Le Conseil de la concurrence a donné son feu vert à l'acquisition de Société Générale Maroc par Saham. La Commission permanente du Conseil de la concurrence a tenu, lundi 24 juin 2024 à 09h30, une réunion sous la présidence de Ahmed Rahhou pour examiner les dossiers qui lui sont soumis par les services d'instruction du Conseil. Trois opérations de concentration économique ont été autorisées :

* La prise par la société « Saham Finances S.A » du contrôle exclusif de la « Société Générale Marocaine de Banques S.A » à travers l'acquisition de 57,67% de son capital social et des droits de vote y associés ;
* La prise du contrôle exclusif par la société « Saham Horizon S.A » de la société « La Marocaine Vie S.A » à travers l'acquisition de 50,98% de son capital social et ses droits de vote ;
* La création de l'entreprise commune « Inwi Sign SA » par la société « Wana Corporate SA » et la société « Idemia Identity & Security France SAS ».

Pour rappel, le Conseil d'administration de Société Générale, réuni sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi le 11 avril 2024, avait approuvé la cession des parts du groupe (57,67%) dans Société Générale Marocaine de Banques incluant ses filiales* et la cession de l'intégralité des parts détenues par Sogécap dans la compagnie d'assurance La Marocaine Vie au Groupe Saham au prix de 745 millions d'euros.

N° 1008 LA VERITE Du 5 au 11 juillet 2024

La BERD injecte 40 millions de dollars pour soutenir le capital-Investissement au Maroc

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement prévoit d'investir jusqu'à 40 millions de dollars dans le Fonds SPE PEF III, lancé par SPE Capital. Ce nouveau véhicule, visant à lever 350 millions de dollars, soutiendra la croissance et la résilience des entreprises de taille moyenne au Maroc, en Tunisie et en Égypte, via des investissements en fonds propres et quasi-fonds propres.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)injecte de nouveaux fonds pour soutenir le capital-investissement au Maroc. L'institution envisage d'investir jusqu'à 40 millions de dollars dans SPE PEF III (PEF III), nouveau Fonds lancé par SPE Capital, afin de soutenir les entreprises, à moyenne capitalisation, établies au Maroc, en Tunisie et en Égypte. Ce nouveau véhicule d'investissement vise à lever 350 millions de dollars afin de promouvoir le développement d'entreprises résilientes et à forte croissance en Afrique du Nord.

Selon la BERD, le fonds PEF III cherchera à générer des plus-values à long terme par le biais d'investissements en fonds propres et quasi-fonds propres dans des entreprises établies dans ces trois pays d'Afrique du Nord, tout en conservant une certaine souplesse pour investir également dans des pays ciblés d'Afrique subsaharienne. «Grâce à cet investissement, la BERD entend contribuer à la résilience des marchés financiers et accroître la compétitivité des entreprises locales en faisant du capital-investissement une source alternative de financement en Afrique du Nord. Cet investissement permettra de diversifier les sources de capital pour financer la croissance des entreprises», souligne la BERD. Le fonds envisage d'investir dans huit à douze entreprises, dans des secteurs résilients face aux chocs sur les marchés et à fort potentiel de croissance, tels que l'industrie manufacturière, la production et la transformation de marchandises, les services aux entreprises, les soins de santé, les produits pharmaceutiques et les services d'enseignement privés. SPE PEF III bénéficie du soutien de plusieurs autres institutions internationales. La Société financière internationale (IFC) s'est engagée à y investir 30 millions de dollars, accompagnés d'une enveloppe de co-investissement pouvant aller jusqu'à 20 millions de dollars. La FMO, institution néerlandaise de financement du développement, a également annoncé un investissement de 20 millions de dollars. Selon la BERD, SPE Capital est un important gestionnaire de fonds opérant en Afrique, capable de déployer environ 500 millions de dollars, notamment par le biais de co-investissements dans plus de 15 entreprises sur le continent. Ce nouvel investissement de la BERD fait suite au premier réalisé auprès de SPE Capital en 2019-2020. La BERD avait alors investi dans le Fonds SPE AIF I (AIF I), le prédécesseur de PEF III. À ce jour, par le biais du fonds AIF I, SPE Capital a investi dans neuf entreprises, notamment au Maroc, dans un large éventail de secteurs, entre autres, les soins de santé, l'éducation, les produits de consommation courante et l'agroalimentaire. Pour Anne Fossemalle, directrice chargée des investissements dans les Fonds de capital-investissement à la BERD, «SPE Capital s'appuiera sur sa présence établie dans les bureaux locaux de Tunis, de Casablanca, du Caire et d'Abidjan pour aider les entreprises africaines à atteindre leur plein potentiel opérationnel, à offrir des rendements financiers fructueux aux investisseurs et à améliorer la qualité de vie sur le continent».

Par ailleurs, SPE Capital adopte une approche pratique pour la mise en œuvre de stratégies de croissance durable et de processus environnementaux, sociaux et de gouvernance dans le cadre de tous ses investissements, ainsi que pour la promotion de l'égalité des genres. «Cette démarche permet aux entreprises de son portefeuille d'afficher des taux de croissance de leur chiffre d'affaires et des résultats avant intérêts, impôts et amortissements (Ebitda) supérieurs à la moyenne, et de promouvoir un développement responsable.», indique la BERD.

Conférence-débat du Forum des économistes du progrès

Comment sortir du marasme économique ambiant

Par Khalil Darfaf

En dépit des efforts déployés depuis trois décennies pour le développement du pays, l'économie marocaine demeure encore au milieu du gué. C'est le constat général établi par Mohammed Benmoussa, président du Forum des économistes des progrès, lors de la conférence-débat, modérée par Abdelhak Najib, journaliste et écrivain, et organisée par l'Espace cadre du PPS, jeudi 27 juin 2024, à Casablanca. Placée sous le thème « Le rôle de l'entreprenariat dans la transformation structurelle de l'économie marocaine », cette rencontre fut une occasion pour dresser un diagnostic des « pesanteurs » freinant le développement du Maroc. Il va sans dire que notre pays est confronté à une double problématique, principalement liée à la croissance économique et la distribution des richesses, a d'emblée affirmé Benmoussa.

Certes, l'Etat en tant que stratège, a joué un rôle incommensurable en vue de mettre à la disposition du secteur privé les infrastructures nécessaires pour aller de l'avant ou en investissant dans certains secteurs d'avenir (aéronautique, automobile...). Mais force est de constater que « nous sommes loin d'atteindre les objectifs escomptés », a-t-il avancé. Autrement dit, « nous sommes un pays qui n'a pas encore fait sa mue pour devenir un pays émergent », a-t-il noté en substance. Il faut dire, a-t-il ajouté, que l'investissement public a alourdi de façon drama- tique la dette publique en atteignant environ 85% du PIB. Cela étant, le Maroc figure parmi les pays qui ont le taux d'investissement national le plus élevé de la planète.Afin de sortir cette situation, le professeur universitaire a appelé à ce que les policymakers doivent inverser la tendance en faisant en sorte que l'investissement privé jouera pleinement son rôle stratégique pour constituer les deux tiers de l'investissement global au lieu de seulement un tiers. Abondant dans le même ordre d'idées, Mohammed Benmoussa a dressé un constat alarmant du marché du travail où le taux de chômage a atteint 13,7%. Pire encore, le Maroc a le taux d'activité le plus faible de la planète en s'élevant à 45,3% contrairement à d'autres pays émergents où le taux d'activité se situe à 65%. Quant au taux de la participation des femmes au développement économique, le conférencier a fait constater que ce taux a baissé en passant de 20% à 18% en 30 mois alors que l'Exécutif s'est engagé à l'augmenter à 30%. « Il s'agit d'un échec total de la politique publique menée par le gouvernement, a-t-il laissé entendre. La réalisation d'un sursaut économique requiert d'agir sur plusieurs facteurs afin de « tutoyer » des taux de croissance plus élevé, a-t-il souligné.

Comme quoi, la transformation structurelle de notre économie nationale passe par la diversification de l'offre de la production, assortie d'une forte valeur ajoutée. Ainsi, le conférencier a critiqué la faible modernisation des entreprises marocaines dont 96,6% sont des TPE et seulement 6,3% s'activent dans le secteur industriel.

Argument à l'appui, le conférencier a fait référence au classement établi par l'université Harvard qui indique que le Maroc est doté de l'indice de complexité économique le plus faible, en occupant le 81ème rang sur 133 pays. En termes plus clairs, 4% des entreprises marocaines s'adonnent à la recherche et développement avec 50 brevets enregistrés annuellement, alors à titre d'exemple, 5000 brevets sont déposés annuellement en Turquie. Idem en ce qui concerne le secteur des startups. En comparaison avec le Kenya, les startups font annuellement une levée de fonds estimée à 800 millions de dollars. Cependant les startups marocaines ne dépassent à peine les 17 millions de dollars, a-t-il fait remarquer. En s'attelant sur les faiblesses qui entravent le développement de la culture entrepreneuriale, le conférencier a mis en avant certains facteurs de blocages de l'acte d'investissement, notamment le coût excessif de la production (énergie, financement). Sans omettre le coût élevé de transaction, qui est lié à l'administration et à la réglementation. Dans cette optique, l'intervenant a relevé la question de l'environnement des affaires, basée sur une logique rentière. C'est un environnement qui « ne favorise pas la libre concurrence et privilégie les barrières administratives tout en privilégiant les situations monopolistiques et oligopolistiques », a-t-il martelé. Et de poursuivre : « les politiques publique incitatives n'ont pas favorisé l'entreprenariat. Elles ont privilégiée plutôt des secteurs rentiers, ce qui paralyse le développement de la culture d'entreprenariat. » Parer à une telle situation, « le gouvernement doit revoir de fond en comble sa politique de développement, qui malheureusement s'inscrit actuellement aux antipodes des recommandations du nouveau modèle de développement », a insisté le conférencier.

Recettes de voyage en devises en mai 2024

9,4 milliards de DH

Après une reprise de croissance en avril, le mois de mai s'est avéré exceptionnel, affichant des recettes de voyage en devises record de 9,4 milliards de DH, en augmentation de 11% par rapport à mai 2023.

A fin mai 2024, le secteur touristique national a cumulé un total de 41,3 milliards de dirhams, soit une progression globale de 1,6% par rapport à 2023, et de 45% par rapport à 2019. Les recettes de voyage en devises ont atteint un nouveau record de 9,4 milliards de DH, en augmentation de 11% par rapport à mai 2023. estivale.

« Les recettes renouent avec la croissance depuis deux mois, en ligne avec nos prévisions. Nous devons maintenir notre mobilisation avec les professionnels et partenaires, et continuer à développer des expériences touristiques de haut niveau et une offre attractive et génératrice de revenus. Il est également important de promouvoir une immersion plus profonde dans l'expérience locale afin que cet élan profite davantage aux communautés locales. », a souligné à cette occasion Fatim-Zahra Ammor, Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire. Au cours des cinq premiers mois de 2024, le Maroc aura accueilli plus de 5,9 millions de visiteurs, soit 772.000 arrivées supplémentaires par rapport à la même période en 2023, témoignant d'une croissance notable de +15%.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Maserati lance les MC20 Icona et Leggenda

Par Ayoub Lahkimi

Maserati célèbre le 20e anniversaire de son retour au sport automobile avec les éditions spéciales MC20 Icona et Leggenda, inspirées de la légendaire MC12. Ces modèles en édition limitée honorent l'héritage de course de la marque avec des designs distinctifs et des performances de pointe.

Maserati célèbre le vingtième anniversaire de son retour triomphal au sport automobile avec le lancement de deux modèles spéciaux : la MC20 Icona et la MC20 Leggenda. Ces éditions limitées ne sont pas seulement de nouveaux ajouts à la gamme Maserati, mais elles sont également des hommages appuyés à l'héritage de course de la marque. Inspirées par la légendaire MC12, ces voitures incarnent l'esprit de compétition et l'excellence technique qui ont défini Maserati sur les circuits du monde entier. La MC12, avec ses victoires et son design iconique, a marqué une ère dorée pour Maserati entre 2004 et 2010, et les nouveaux modèles MC20 Icona et Leggenda sont conçus pour perpétuer cette tradition d'innovation et de performance sur la piste et sur la route. Chaque version de la MC20 reçoit une livrée spéciale inspirée d'une MC12 emblématique de l'histoire de Maserati. Pour ceux qui n'étaient pas passionnés par le sport automobile au début des années 2000, la MC20 Icona sera sans doute la plus reconnaissable des deux. Sa peinture bicolore distinctive, utilisant le blanc mat Bianco Audace sur la partie supérieure et le Blu Stradale sur la partie inférieure, établit un lien direct avec la légendaire voiture de route MC12 Stradale d'autrefois. Cette combinaison de couleurs rappelle instantanément les succès de Maserati sur les circuits, tout en rendant hommage à son riche héritage de design et de performance. La palette de couleurs contrastées atteint même les roues, avec un logo trident bleu et des étriers de frein bleus se détachant sur les roues chromées. Le logo Fuoriserie de Maserati est placé de chaque côté de la voiture, avec le drapeau italien sur chaque porte. En comparaison, la MC20 Leggenda tire son inspiration d'une icône légendaire du sport automobile, la MC12 GT1 Vitaphone, comme en témoigne son nom. Cette version arbore une combinaison de couleurs mates noir Nero Essenza et sarcelle Digital Mint. Les étriers de frein

noirs se détachent derrière les roues noires distinctives de la Leggenda. Les observateurs attentifs remarqueront les logos jaunes du trident apposés à l'avant, sur les portes et sur les montants C, une référence directe aux rétroviseurs jaunes de la GT1, ajoutant une touche nostalgique à ce modèle exclusif. Sur les deux modèles, le V6 biturbo de 3.0 litres est doté d'un capot moteur en fibre de carbone avec une plaque indiquant : «Icona. Una Di 20» ou «Leggenda. Una Di 20», selon le modèle. À l'intérieur, les deux disposent de sièges de course monocoques à quatre directions, finis en bleu et argent dans l'Icona ou noir et argent dans la Leggenda. Les éléments mécaniques sont inchangés par rapport au MC20 standard, avec le V6 évalué à 621 ch. Bien qu'elles aient deux fois moins de cylindres que la MC12 qu'elles honorent, l'Icona et la Leggenda devraient atteindre 0 à 100 km/h en seulement 3,2 secondes. La production des modèles de célébration est réduite au minimum. En référence au vingtième anniversaire du retour de Maserati à la course, la marque prévoit de fabriquer seulement 20 exemplaires de l'Icona et 20 exemplaires de la Leggenda dans le monde. Le constructeur automobile a négligé d'indiquer le prix des voitures en édition spéciale, mais vous pouvez vous attendre à ce qu'il soit considérablement plus élevé que le prix de base de 242.995 dollars du MC20. Les MC20 Icona et MC20 Leggenda célèbrent le 20e anniversaire du début d'un âge d'or pour le Trident sur la piste avec la légendaire MC12 GT1 : entre 2004 et 2010, elle a remporté 27 victoires dans les championnats FIA GT, a inscrit son nom trois fois au palmarès des 24 Heures de Spa et a remporté six championnats par équipe avec Vitaphone Racing et cinq championnats des pilotes – dont deux championnats du monde FIA GT1 – ainsi que deux championnats des constructeurs pour Maserati. En 2004, la MC12 Stradale a ravivé la passion de Maserati pour la course automobile. Conçue par Giorgetto Giugiaro et équipée d'un moteur V12 dérivé de Ferrari (MC signifiant «Maserati Corse» et 12 faisant référence au V12), elle demeure la voiture de série la plus rapide jamais produite par la marque. Avec une vitesse maximale de 330 km/h et une accélération de 0 à 100 km/h en seulement 3,8 secondes, la MC12 Stradale a été fabriquée à seulement 50 exemplaires, en faisant une véritable pièce de collection. Aujourd'hui, l'histoire de ces triomphes et d'une voiture qui a incarné l'esprit sportif de Maserati et son ADN voué à l'excellence se reflète dans les MC20 Icona et MC20 Leggenda, comme pour représenter un passage de témoin entre père et fils.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Fêtes, boites de nuits et parties privées

Un monde interlope

Par Mohammed Taoufiq Bennani

Rien à dire, les Marocains, toutes couches sociales confondues, sont de véritables fêtards. Ils aiment faire la java. Ils adorent sortir, passer des soirées arrosées et en bonne compagnie. Ils aiment picoler, danser, draguer, se faire draguer, voir et se faire voir. Aujourd'hui, après presque trois ans de pandémie, de plus en plus de Marocains renouent avec leurs parenthèses nocturnes. Jeunes, couples, familles, entre filles, entre mecs, en cliques... les restaurants sont pleins, les Lounge offrent des cadres feutrés, des bars modernes assurent le service et la discrétion, ainsi que d'autres lieux de rencontres, des pubs, des clubs privés, des espaces VIP, des boîtes de nuit, des cabarets, des restaurants avec live show, des Sexe parties à la carte, la nuit marocaine respire l'insouciance, la volupté, la quête du plaisir immédiat, le bien-être et le show-off qui est de mise.

La privation est mère de tous les excès. Tout comme la frustration finit par accoucher d'une profonde intolérance à l'enfermement. C'est ce qui se passe depuis la fin de la pandémie dont les relents sont toujours présents. Les gens semblent comme ces fauves que l'on a mis dans des cages pendant de longs mois. Une fois, le feu vert donné, les uns et les autres se ruent sur les clubs de nuit pour se lâcher, pour faire la fête, pour rire, pour déstresser, pour s'amuser, pour draguer, pour rencontrer de nouveaux visages, pour danser, pour montrer toute sa soif de mordre à pleine dents de la nuit et ses plaisirs feutrés et insoupçonnés.

Pour satisfaire toute cette faune de noctambules invétérés qui ne jurent que par les soirées, l'alcool, et pour certains, nombreux, il faut le souligner, du cannabis, de la cocaïne, de l'ecstasy, du crack, de l'héroïne, des ballons d'azote et autres méthamphétamines pour casser la baraque, pour planer, pour plafonner, pour toucher le septième ciel. (sans penser à la gueule de bois du lendemain et aux migraines carabinées ni les overdoses). Parce que pour de nombreux noctambules, la devise est simple : excès tous azimuts et advienne que pourra. On s'en fout de demain. C'est hic et nunc que je veux m'éclater, que je veux éclater, exploser, imploser et vibrer pour me sentir vivant. Pour cela, il y a des lieux dans la ville où l'on doit être vu. Comme il y a d'autres endroits où l'on prend du plaisir à passer un bon moment de détente et de convivialité entre amis. Et ce ne sont plus les seuls Night Clubs et autres boîtes de nuit qui se réservent le luxe de croiser une faune nocturne à part. De nouveaux concepts voient le jour. Évidemment, on n'a pas inventé le fil à couper le beurre, mais les Marocains s'inspirent de ce qui se fait sous d'autres

cieux pour offrir à la fois du luxe, de la volupté et de l'insouciance à leurs clients. Entre bars à ciel ouvert, avec ambiance feutrée très Chill-Out, le côté cosy du Lounge, une musique urbaine, mélange de house, de funk, de pop post moderne, de World Music à la sauce contemporaine, l'effet immédiat est l'invitation au plaisir avec tous ces à-côtés : sexe, drogues et Rock'N Roll, ou alors du pur chaâbi, mélangée au khaliji, à la variété égyptienne et libanise ou alors des ambiances latino-caribéennes, avec de la fesse qui se balance, des corps torrides et de la testostérone à gogo pour un cocktail explosif. Évidemment, tout ce beau monde peut naviguer entre des parties plus ou moins «sages» et des parties fines corsées et bien dosées, avec de la bibine en cascade et des drogues à gogo. Ce qui se passe à Casablanca, à Marrakech, à Tanger et ailleurs n'a rien à envier à ce qui se vit à Ibiza, à New York, Istambul, Berlim et Rio De Janeiro.

In The Heat of the Night

Dans cet esprit, aujourd'hui à Casablanca, certains endroits tiennent le haut du pavé. Revus et corrigés, ces lieux sont devenus des points de chute pour les aficionados. Tous ces clubs rivalisent pour devenir l'endroit culte. Le genre d'espace où il n'y a pas un soir sans. Pour certaines adresses, les méandres en front de mer offrent un espace subtil où la fête prend un sens presque lyrique. Et même pour Ramadan, les lieux s'adaptent pour faire recette. Ce sont des endroits pour voir et se faire voir, on y mange souvent pas très bien, parce qu'on lésine sur la qualité, parce que ce n'est pas le but premier et affiché de l'enseigne, l'objectif c'est de venir boire des magnums de champagne, des litres de vodka, des tonnes de bière et du vin, plus d'autres déclinaisons si affinités. Mais, on y côtoie du monde. Beaucoup de monde. Quand on fait une tournée le soir à Casablanca, on se demande d'où sort toute cette faune bigarrée qui investit des dizaines d'établissements dédiés aux nuits et à leurs plaisirs affichés. La Corniche est pleine à craquer, les ruelles deviennent des impasses et des parcs de stationnements pour bagnoles de luxe et autres berlines plus conventionnelles. Des gardiens s'affairent et courent dans tous les sens. Les videurs font la loi et filtrent à la tête du client et du billet que l'on glisse dans la main. Les dealers sont surexcités et sillonnent la ville pour servir une clientèle de plus en plus nombreuse et friande de drogues de toutes sortes. Si ça fait planer et perdre conscience, vas-y que je consomme all that shit !

Les noctambules d'aujourd'hui sont parfois de jeunes loups de la finance, des espèces de Golden Boys à la Marocaine, un peu arrivistes sur les bords, sans goût pour une large majorité, mais le chéquier prompt et la carte bancaire solidement approvisionnée pour inviter, pour casquer, pour payer les filles que l'on arbore comme des trophées faisant dans la surenchère entre faux amis et faux potes, pour montrer que l'on a réussi, que l'on a fait de l'oseille, que l'on est les maîtres de la nuit. Pour tous ces jeunes qui ont fait leur place au soleil, et pour d'autres qui ont hérité d'une belle fortune, certains grimpent l'échelle sociale, quand d'autres viennent ici tester leur capacité à ouvrir et pénétrer des cercles privés, hermétiques, presque sectaires. Reste que la nuit défile en teintes de bonheur, même éphémère, mais pour un laps de temps, on est connectés, on est ailleurs, on est loin des contingences de la vie. On oublie. On s'oublie. On s'égare. On se perd. Et on règle l'addition

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

au propre comme au figuré. Pour certains habitués, c'est tous les soirs la fête. Fêtards comme le veut la formule, amoureux du monde de la nuit, noctambules insomniaques, dragueurs et séducteurs sur le retour, avec de vieux jeunes qui ne veulent pas encore lâcher l'affaire (et ils ont raison) toute une variété humaine qui a appris que la nuit tous les chats ne sont pas noirs mais que toutes les chattes se ressemblent.

In vino veritas

C'est l'esprit qui prédomine un peu partout à Casablanca, à Marrakech et ses nuits folles et déchaînées et ailleurs. Une variation sur le thème de la "Jet Set" avec des ingrédients couleur locales, entre folklore, copié-collé de concepts et mélanges de genres, pas toujours heureux. Mais, l'un dans l'autre, certains bars demeurent des lieux sympatoches où la jeunesse et les gens en vue de sortent pour prendre un verre, discuter d'une affaire, rencontrer une amie, un copain, une future conquête, une maîtresse ou un amant. Car, comme le dit la chanson : Because the night belongs to lovers. Tout est affaire de sexe. On sort pour échapper à sa routine, certes, pour certains. Mais pour l'écrasante majorité, sortir, c'est trouver chaussure à son pied pour un soir, car la nuit, il faut bien garder cela en tête, n'est pas le bon moment pour rencontrer son compagnon de vie. Certains s'y trompent et pensent trouver l'âme sœur ! Pourquoi pas, mais c'est une âme avinée, surdroguée et oublieuse. Elle est toujours amnésique, la nuit. Mais, rien ne vaut la nuit pour se laisser aller, pour se désinhiber, pour laisser libre cours aux fantasmes. Quand l'adage dit : «In vino veritas». C'est un peu vrai. Mais les effluves spiritueuses ont aussi cette force de mettre des filtres entre qui nous sommes et quel rôle nous jouons en société. «Le monde de la nuit est souvent trompeur, mais il faut savoir à qui nous avons affaire. Sortir pour moi, c'est d'abord passer du bon temps et plier la page du quotidien. Je sors pour boire un coup, rire, découvrir de nouveaux visages, et si affinités, trouver un partenaire pour la nuit. Mais le lendemain, on oublie et on passe à autre chose», explique une jeune femme de trente ans, qui a bien roulé sa bosse et qui connaît très bien la nuit et ses méandres. ◉Bref, la nuit est une fête. Et qui dit fête dit fric. L'oseille est le nerf de la guerre. Car, au-delà de l'envie d'aller dehors, de vivre, de croquer dans la pomme de la vie, le Carpe Diem à la Marocaine se conjugue aussi avec le Show off. Quand on sort, il faut montrer qu'on a réussi. Il faut montrer qu'on est riche. C'est à qui va en mettre plein la vue à l'autre. Cela va du petit-déj' où le maître mot est le mode deuxième position à la table réservée à l'année dans tel ou tel lieu, avec cour et suite, avec boys and girls et tout l'arsenal qui va avec. Ce qui veut dire que quand le client pointe des roues, il descend de sa grosse cylindrée. Pour que l'effet soit au poil, il faut que la voiture reste visible. Maserati, Bugatti, Bentley, Jaguar, Porsche, Ferrari, Audi, BMW, Range, Mercedes et sublimes deux roues aux ailes royales de chez Mister Harley and docteur Davidson, chez Ducati , Yamaha ou Kawasaki, toutes parquées en deuxième file, voire en troisième rangée. Et les mecs affichent leurs trois GSM et leurs gros cigares, portant presque les mêmes fringues, ayant presque tous la même démarche de ceux qui foulent cette terre juste par obligation parce que, dans un sens, ils se considèrent au-dessus du reste des humains. Ils se pensent élus. Et ils le revendiquent. Ils le montrent avec ostentation, dans une braderie risible entre arrivistes, parvenus et nouveaux riches. Pour les gens vraiment « Class », on donne dans la discrétion. On ne montre pas son fric. On ne s'exhibe pas.

Fiesta et écarts sociaux

«C'est d'abord par amour pour les voitures que je roule en Range. Et c'est loin d'être la première de sa classe en termes de coût. Mais c'est vrai, on vient ici découvrir les dernières acquisitions, voir qui a acheté quoi et faire un peu le potin», résume un trentenaire qui a fait fortune dans l'immobilier. C'est la mode. Et le dictat de l'apparat à ceci de drôle que tout le monde se prête au jeu des facettes. Évidemment, à belle bagnole, belles parures, beau linge, belles pompes et sublimes accessoires. Et là aussi, du sac à main à la bague sertie et aux lunettes, c'est qui dit mieux. «C'est juste pour le fun. Si je me résume à ce que je possède, je suis rien. Heureusement qu'il y a d'autres choses à découvrir sous des dehors immaculés», résume un quadra de la place, qui a la tête sur les épaules et qui en a vu passer d'autres. Ce monde n'est pas tout à fait construit sur du Fake. C'est une tendance. C'est un un style. Une manière d'être et de paraître. Quand cela ne frôle pas le vulgaire, c'est clean. Dans le tas, on côtoie des jeunes qui ont du goût, de l'éducation, une prestance couplée à une espèce d'aisance qui leur donne l'air d'être presque irréels ou vivant sur d'autres planètes. Et on tombe également sur des parvenus, sur des nouveaux riches, des arrivistes patentés. Et là, c'est anecdotique. On en rit et on détourne le regard. Sans plus. Il faut de tout pour faire un monde. Mais il faut de tout pour comparer entre personnes, classes sociales et types de personnalités.©Aujourd'hui, on sort dans presque toutes les principales villes du pays. À Rabat c'est pareil. Marrakech est une ville dédiée à la nuit. Tanger a ses coutumes avec le même zèle dans les apparences. Fès n'échappe pas à la règle. Avec cette nouvelle dynamique que vit le pays, les gens, après une période où ils se sont un peu mis en retrait, affichent ce qu'ils ont. Évidemment, les écarts sociaux se creusent. Les pauvres sont plus pauvres. Et une Bugatti est une extrême curiosité dans un bidonville de Casablanca. D'ailleurs un ami nous a raconté qu'il s'est fait déposer chez sa mère à Hay Mohammadi en Bentley flambant neuf, les copains du derb ont demandé au proprio d'éterniser une photo avec l'engin. Comme quoi, chacun son monde. Et ses rêves !

L'autre visage de la nuit

Reste l'ksara, la java, la fête et les fêtards, les orchestres autoproclamés, les chikhates recyclées dans des cafés ou des bars revus et corrigés dans des lieux au centre-ville de Casablanca et sur la corniche. L'ambiance ici se décline aussi entre déhanchements, envoûtements charnels, danses endiablées, chignons arrachés, passions déchaînées et autres à côté, propres au monde de la nuit. C'est dans ce genre d'endroits que l'on peut rencontrer des orchestres de chikhates avec danseuses orientables, très «In». Les chikhates en version traditionnelle se font de plus en plus rares. Inutile de sortir la nuit à Casablanca, Rabat, Salé, Marrakech, El Jadida, Safi ou Settat pour tomber sur Rabia d'El Gara. Des chikhates comme celles-ci, on n'en fait plus. C'est aujourd'hui une espèce disparue. Il reste quelques ersatz locaux, très concentrés avec quelques variations sur le thème du classicisme. Le reste, presque une majorité des chikhates en version re-mastérisée sont une création hybride, très au fait d'une certaine idée de la «modernité» musicale. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, elles ont la côte, les nouvelles chikhates. Le tout n'est pas d'avoir du texte et quelques Aouni doublé d'un bon Hakkak à la maîtrise infaillible, mais d'avoir des fesses, des rondeurs bien affichées, des seins refaits, des lèvres pulpeuses et la langue bien pendue. C'est l'argument de base. Le basic instinct y trouve matière à nourrir fantasmes et autres désirs très avoués. Le prestige ne compte plus pour l'aura que l'on dégage, mais pour le nombre d'entrées que l'on réalise chaque soir dans une rue pas loin du Prince Moulay Abdellah ou un coin de Rahal El Meskini. Les arènes des nouvelles reines du R'n'B local avec trémolos, trémoussements, clips en moins, mais érotisme primaire et sexualité rudimentaire en prime. Même à Aïn Diab, elles ont leur répertoire, avec de véritables niches à Chaâbi, où les chikhates font recette. C'est «Beldi», c'est «3roubi », c'est «7artouka», c'est grégaire, c'est pas très branché, pas bon pour l'image, le prestige, le look, l'aura, bref le show à deux sous des adeptes des apparences et de la sacro-sainte rigueur des classes, mais le mélange des genres est aussi de mise. Les gens friqués aiment s'encanailler. Ils aiment les ambiances glauques. Ils préfèrent parfois ce monde interlope auxdites soirées select.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Des plaisirs au rabais

Au centre-ville, c'est leur temple. Elles y sont déesses d'une nuit ou d'un mois, avec la cohorte des fous, la langue pendante, les braguettes alertes et le corps lacéré de mille feux pour brûler dans la couche d'une bacchante d'Al Aïta. Halima (à ne pas confondre avec Hlima) n'a que 28 ans, mais elle est déjà au faîte de sa gloire qui dure depuis quatre ans. Originaire de Khemisset, elle a fait un parcours très atypique bien que prévisible. Première station avant d'atterrir à Casablanca, un séjour prolongé à Settat avec le fief du Chaâbi qu'est la bourgade d'El Gara. Puis un deuxième passage par Abda et sa capitale Safi, histoire de se faire des origines dans le métier. Quand elle pose les valoches à Derb El Kabir, elle a un bon CV et quelques références solides. Il suffisait de se présenter dans un cabaret pour tirer son ticket avec deux ou trois concerts par semaine. Belle ? Si l'on aime les filles bien en chair, très maquillées et portées sur le cuir et les motifs léopard, avec des talons hauts qui déforment la démarche, oui, on peut dire qu'elle est belle. Et à en croire l'engouement qu'elle occasionne dans les cabarets où elle se produit, il faut croire qu'elle est considérée comme une grande beauté. «Une vraie Ksara, c'est de la bière, du vin, des joints, de la coke et une danseuse presque toute nue et du chaâbi, mon frère». L'unique, le seul regret de Halima de Khemisset, c'est que les clients ne l'écoutent pas quand elle donne de la voix : «On gagnerait plus avec l'ambiance et le vin et la bière à écouter les chansons que je chante pour les clients. Avant de commencer ma soirée, j'aime fumer quelques joints pour me mettre dans le bain, du pastis et me lancer. Mais les clients ne voient que mes fesses, mon nombril et mes seins». Beh, ils sont un peu venus pour ça quand même. Il ne faut pas leur en vouloir, l'artiste. Son acolyte, sa co-équipière se prénomme Madiha, très connue sur la place pour deux raisons au moins. D'abord, c'est un calibre très charpenté qui fait des ravages chez les mâles en goguette. Ensuite elle a une voix très rauque, de celles qui ont fait tant de mélanges pour trouver le bon timbre. Madiha, elle, aime la nuit : «Chouf akhouya, la nuit, c'est bien. Moi, je suis une femme de la nuit. Que Dieu nous pardonne nos fautes, on fait la fête, et on rend les gens heureux. Il faut bien se défouler. C'est aussi très sain d'oublier et de se faire du bien». Et elle a raison. La fête est le premier signe de la religiosité chez un peuple. Madiha n'ira pas jusqu'à faire de l'anthropologie sociale sur le thème de la braderie des corps autour d'un morceau de Stati, mais ce qu'elle veut dire est très simple : «Les gens s'amusent, moi je mange à la fin du mois. Le reste est secondaire. Important, je suis d'accord, mais bon, ce qui me motive c'est la paye quand le gérant fait le partage». Ce qu'il faut savoir, c'est que pour certains établissements, la côte est telle, que les chikhates travaillent au pourcentage.

Le monde de la nuit a ses propres règles

Le monde de la nuit a ses propres lois. C'est un univers parallèle qui fonctionne selon des modalités très occultes et souvent inconnues des non-noctambules. La nuit a aussi ses réseaux secrets. La vie des chikhates peut souvent être sujette à caution d'une manière ou d'une autre par un réseau ou un autre. Et là, le marché définit les règles à observer. Sur une dizaine de filles que nous avons rencontrées pour les besoins de ce reportage, pas une n'a nié travailler dans un réseau où «des gestionnaires, des hommes et des femmes qui savent comment faire, gèrent les contrats, les relations, les embauches et d'autres à côtés». Ce que dit ici un propriétaire de café est confirmé par plusieurs filles qui ont des espèces d'agents artistiques, mais qui peuvent aussi gérer les rendez-vous, les clients pour d'éventuelles coucheries et des soirées privées. «J'ai donné deux soirées privées cette semaine chez des gens qui aiment le style chaâbi, explique Fadila, une jeune chikha de 32 ans. Le montant est très bon et nous sommes traités, mon groupe et moi avec beaucoup de respect.» L'agent en question est une sorte de rabatteur qui fait monter les enchères, mais si le pourcentage de sa commission grimpe, il remplace la cheikha au pied levé. C'est le business et il n'y a pas de sentiments. «Je bosse avec deux types que je connais depuis cinq ans. C'est des gens corrects. C'est leur boulot de trouver les bonnes affaires, et moi je fais ce que je sais faire. Alors, c'est normal que je les paye. C'est eux qui me dénichent le travail». On dit que pour ce type de nuits, il faut un salaire journalier de pas moins de 20 000 dirhams à se partager avec le groupe où il y a souvent, un type au violon, un à la darbouka et un luthiste. La cheikha-danseuse se taille la part du lion, ce qui est logique, vu qu'elle est le leader du Band. «Oui, il y a toujours des coups bas, de la tricherie, mais ce ne sont pas mes oignons. Moi, on me paye, je vais chanter et danser. Je sais mettre le feu dans une soirée. Le reste ne me regarde pas.» Et le reste, ce sont les petits larcins de proxénètes que jouent parfois ces agents multiples qui savent faire du pognon. Ils touchent une commission en arrangeant les coups entre des clients et des chikhates et n'hésitent pas à fournir, dans la foulée drogues dures, haschich, maâjoune et autres commodités mondaines. Ils ont des structures bien établies pour faire tourner le bizness. Parfois, ce sont les mêmes que l'on trouve chez les gens de la « haute » qui veulent donner le folklore local. Une chika-danseuse, un traiteur, des serveurs, un DJ, un bendir, quelques substances évanescentes, des billets roulés pour sniffer dans les toilettes, des échangistes, des partouzes et autres fins de soirées survitaminées.

Et d'un monde à l'autre, d'un univers à l'autre, riche ou noceur à la petite semaine, milliardaire ou prolétaire, chacun fait la fête comme il veut. Mais surtout comme il peut.

Quelles sont les plages à risque cette année ?

Un rapport national sur la qualité des eaux de baignade et des sables des plages marocaines indique que 90,26 % des stations balnéaires surveillées respectent les normes microbiologiques conformes à la norme marocaine (MM.03.7.199). Sur les 491 stations prévues pour surveiller les eaux de baignade, 421 respectaient les critères de classification, tandis que 9,26 % (39 stations) ne les respectaient pas cette saison. Les principales causes de non-conformité, selon le rapport, sont les effluents d'eaux usées, la densité élevée de baigneurs, les équipements sanitaires insuffisants, ainsi que les changements climatiques et les eaux polluées par les cours d'eau.

Les plages sont classées en "excellente qualité" (40,14 %), "bonne qualité" (31,59 %), "qualité acceptable" (19 %) et "mauvaise qualité" (9,26 %). La qualité des eaux de baignade a progressé de 87 % entre 2014-2017 à 90,74 % entre 2020-2023 selon la norme MM03.7.199.

La majorité des stations balnéaires non conformes se trouvent dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Casablanca-Settat. Les plages non propices à la baignade comprennent Calabonita, Kimado, Sabadia, Torres, Amiralat (Playa Blanca), Tanger Ville, Jbila 3, Sidi Kacem, Asilah Port, Plage Petite et Miami.

À Casablanca-Settat, 7 plages ne respectent pas les normes de baignade : Plage David, Mannesman, Zenata, Nahla Ain Sebaâ, Chahdia et Oued Merzeg. D'autres plages non conformes sont à Rabat-Salé-Kénitra (plage de Salé et Ain Ateiq), Souss-Massa (plage d'Aftas) et Oued Ed-Dahab-Lagouira (plage de Laayoune).

Le rapport recommande le renforcement des systèmes de traitement des eaux usées le long des côtes, la surveillance continue des installations d'assainissement et l'interdiction des déversements d'eaux usées domestiques ou industrielles dans les cours d'eau et les zones de baignade. Il préconise également l'accélération des systèmes de dépollution dans les zones côtières et les embouchures des rivières.

N° 1008 LA VERITE Du 5 au 11 juillet 2024

Interview de Docteur Imane Kendili, psychiatre, addictologue et sociologue

Silent killers with smoke

En tant que spécialiste de la réduction des risques, cheffe du service psychiatrie et addictologie à Akdital Life de Bouskoura et de Casablanca Care Center, Docteur Imane Kendili nous explique les véritables dangers du tabac sur la santé des individus.

Propos recueillis par
Asmae El Moualled

– Quelle est votre vision de la nicotine et de son utilisation en tant qu'outil de réduction des risques liés au tabac ?

- La nicotine est le produit addictif dans le tabac qui va mettre en place un rituel de comportement mais ce n'est pas ce qui est nocif. Ce qui est nocif, ce sont les constituants de la cigarette libérés à la combustion.

En tant que médecin, il est idéal de conseiller aux patients de ne jamais commencer à fumer. Cependant, la réalité est que les gens fument. Lorsqu'il s'agit de consommation de tabac à long terme, il y a une grande différence entre fumer deux paquets par jour, ce qui équivaut à tomber du 60e étage dans le futur, et utiliser des alternatives comme la cigarette électronique, le tabac chauffé ou le snus comme en Suède, ce qui correspond à une chute du 3e étage. C'est un fait.

L'addiction au tabac est l'une des addictions les plus difficiles à surmonter. C'est une addiction à rechute donc beaucoup de gens ont du mal à arrêter et reprennent leurs consommations. Or, pour une meilleure santé, toute alternative pouvant réduire les risques et améliorer la santé par rapport à celle de demain est à considérer.

Aujourd'hui, on sait très bien que le sucre et le tabac sont les deux "silent killers" identifiés par l'OMS d'ici 2030. En matière de tabac, il est donc évident que la réduction des risques s'impose. En post-covid, on a bien vu que la réduction de risques était devenue le cheval de bataille des politiques de santé publique et ce ne sont pas les pays les mieux nantis qui ont mieux gérer la crise, mais plutôt ceux avec une possibilité de gestion par engagement, responsabilité, mesures de réductions de risques et de résilience.

La réduction de risques permet de passer du patient-malade au patient-citoyen et donc responsable. Ce patient citoyen est impliqué dans les mesures permettant de réduire les risques par rapport à sa santé. Le tabac s'impose de par lui-même parmi les facteurs de risques, car on doit absolument lutter contre la combustion et l'impact qu'elle peut avoir sur la santé organique, psychique et mentale.

– Pouvez-vous discuter des différences d'efficacité de la nicotine en fonction des différentes méthodes d'administration ?

- La réalité en tant qu'addictologue est qu'on utilise tout un arsenal thérapeutique pour aider les patients à arrêter complètement ou diminuer leur consommation. Les alternatives servent donc de pont pour atteindre ces objectifs, car bien que les médecins recommandent toujours l'arrêt, cela n'est pas toujours possible. En effet, Il y a certains patients qui ne veulent pas arrêter de fumer, mais qui souhaitent juste améliorer leur qualité de vie en perdant du poids ou en baissant leur consommation.

Il faut donc également pouvoir proposer des alternatives en fonction du patient et de ses objectifs afin d'établir un pont favorisant le sevrage ou juste pour améliorer la qualité de vie.

Il est également nécessaire d'utiliser les alternatives de manière consciente afin de ne pas consommer plus de nicotine que celle contenue dans une cigarette traditionnelle. Cette conscience est importante afin que l'utilisateur ne soit pas dans un rituel de consommation compulsif. L'accompagnement par un professionnel est donc crucial si on est dans une optique d'arrêt de consommation ou de réduction de risques et ce encore plus quand il y a des crises, c'est-à-dire des patients qui vont voir un addictologue afin d'arrêter de fumer parce qu'ils ont une maladie comme le cancer. A ce moment-là, il faut trouver des solutions rapides et ne pas laisser le patient livrer à lui-même, l'accompagnement est donc nécessaire afin d'aider ce dernier à faire le deuil de la meilleure amie.

– Les substituts nicotiniques sont-ils intégrés dans les programmes de sevrage tabagique au Maroc ?

- Dans la prise en charge des patients, il y a une proposition d'outils alternatifs pour aider les "heavy smokers" qui n'arrivent pas à arrêter et qui ont aussi des problèmes organiques. On recommande généralement des patchs pour aider le patient à sortir de sa consommation néfaste et ce notamment quand il s'agit de co-organicité importante. Cependant, le patient doit être en demande. Ces méthodes sont aussi proposées automatiquement par certains médecins généralistes, mais elles ne sont pas intégrées dans les programmes des autorités. Toutefois, cela est en cours de discussion.

Quelles actions peuvent être menées par les spécialistes afin de faciliter l'adoption de la réduction des risques dans les programmes au Maroc ?

Il y a des actions qui sont déjà mises en place. On travaille sur beaucoup de volets notamment la sensibilisation, la prévention, l'intégration de la réduction des risques en santé mentale et dans les addictions en général. On n'aborde pas le tabac en particulier, mais c'est bien une des clauses de cette stratégie de réduction de risque. Cela comprend également la consommation chez les jeunes, car il est très important de ne pas commencer la consommation que ce soit avec des produits traditionnels ou des alternatives. L'objectif chez les jeunes est de pouvoir prévenir certains comportements de consommation quel que soit le produit.

8ème édition d'El Akademia

Monia Rizkallah mène le bal

La 8e édition du programme El Akademia se déroule du 13 au 21 juillet 2024 au Centre culturel Tabriquet à Salé. Elle se conclut par un grand concert gratuit, sur réservation à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc à Rabat, le 20 juillet 2024, en avant-première de la fête du Trône de Sa Majesté, le Roi Mohammed VI.

Fondé en 2017 par Monia Rizkallah, premier cheffe d'attaque à l'Opéra de Berlin, El Akademia se renouvelle dans cette édition 2024. Des jeunes musiciens marocains ont été sélectionnés lors d'une journée d'audition réalisée le 9 juin 2024 au Centre culturel Tabriquet. Ils forment aujourd'hui l'Ensemble El Akademia, qui se perfectionne grâce à un coaching individuel et de groupe par des musiciens chevronnés de grands orchestres internationaux. Cette année, ce sont des coachs du Maroc et d'Allemagne, mais aussi d'Autriche, de Turquie, du Venezuela et de Finlande qui encadrent ces jeunes talents en voix de professionnalisation.

L'Ensemble El Akademia se produit le 20 juillet 2024, à 20 h 30, à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc à Rabat. Les interprétations envoûtantes vont surprendre et ravir le public dans un programme classique romantique, de Bach à Wagner, faisant écho à une musique arabo-andalouse toujours si virtuose. L'Ensemble El Akademia a à cœur d'honorer le Maroc, les Marocains, et Sa Majesté, Le Roi Mohammed VI, ainsi que la musique dans son universalité. Nul doute que ce public va se laisser séduire par la fusion d'un ensemble classique et d'un ensemble traditionnel arabo-andalou, laquelle traduit si bien l'esprit de partage et de multiculturalisme porté par Monia Rizkallah. Il faut savoir que le projet El Akademia n'existe que grâce à l'implication de beaucoup. El Akademia a ainsi le soutien de l'Académie du Royaume du Maroc ainsi que de la Fondation Hassan II: «Je remercie également profondément le ministère de la Culture, l'Office national des chemins de fer (ONCF), et Kia Maroc, dont je souligne la qualité du partenariat renouvelé », souligne Monia Rizkallah.

Pour réserver pour le concert du 20 juillet 2024, 20 h 30, à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc (Rabat) : par téléphone au 0765 887 627

www.elakademia.com — elakademia-masterclass@gmail.com

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Le cinéma marocain et l'argent du contribuable

Par Abdelhak Najib
Ecrivain-critique de cinéma

Depuis que le cinéma existe au Maroc, c'est l'argent public qui le finance. Le centre cinématographique du Maroc (CCM) a une commission dite du fonds d'aide qui statue sur des projets et accorde ce que l'on appelle aujourd'hui une avance sur recettes. Première question: de quelles recettes parle-t-on puisque le Maroc a fermé plus de 90 % de ses salles de cinéma ? Avec quel argent, les producteurs peuvent-ils rendre l'argent au CCM, après la sortie et la distribution de leurs films, puisque les chiffres des recettes sont connus, et qu'après déduction de la part du distributeur et de l'exploitant, c'est-à-dire celui qui fournit la salle pour projeter le film, il reste des miettes au producteur ? Jusqu'à preuve du contraire, à ce jour aucun réalisateur n'a rendu son avance sur recettes au CCM puisque les entrées des films demeurent très en-deçà des budgets alloués à la production. Pourtant, chaque année, deux sessions se réunissent et octroient des fonds à des films dont la majorité est une perte en termes commerciaux. C'est d'ailleurs, dans ce sens que tout le monde veut produire des soi-disant comédies pour attirer le public et faire du bénéfice. Et même là, ça ne marche pas du tout. Pire, ceci a consacré la médiocrité ambiante et le manque criard de qualité dans les produits de cinéma au Maroc. Déjà que la qualité des films marocains laisse à désirer, avec la ruée vers le rire qui ne fait pas rire porte un coup fatal à la créativité et offre au public des produits qui, dans leur majorité, sont une insulte à ce même public, tant tout y est mauvais, idée, traitement, réalisation, acting, décors, lumière, dialogues (quand il y en a), musique, montage… Pourtant, c'est l'argent du contribuable qui finance toute cette médiocrité. Alors, une question s'impose aujourd'hui plus que jamais : Comment sortir de la tutelle du fonds d'aide puisqu'il ne sert qu'à consacrer sommairement l'esprit de la médiocrité ? Comment faire que l'argent des Marocains destiné au fonds d'aide soit utilisé à bon escient, dans des projets de belle facture, avec des films dignes de ce nom, avec des thèmes forts et actuels, avec une production solide et un travail artistique au point ? Comment éviter de donner la chance à des faiseurs de se faire la main en dilapidant l'argent de tous et en servant au public une dope indigeste ? Pour répondre à la question, nous n'avons pas besoin de brasser encore des mots bien que sur ce sujet le consensus semble avoir installé ses oripeaux, et que malgré les erreurs répétées, malgré les ratages en grand nombre, malgré l'état critique du cinéma au Maroc, on recycle les mêmes poncifs et on détourne le regard allant jusqu'à dérouler le tapis rouge à tous les médiocres pour en faire des exemples à suivre. Pour faire simple, il faut, tout simplement et sans détours, trouver une alternative à la dictature de l'argent du fonds d'aide. Il faut attirer d'autres financements. Il faut impliquer d'autres bailleurs de fonds. Dans ce sens, comment promouvoir un cinéma privé qui soit au centre d'une politique culturelle de l'entreprise ? Comment rendre ce cinéma rentable pour que les financiers prennent des risques et se lancent dans la production ? Il faut dire que quand on parle à des organismes financiers de cette question, la réponse est la même : le cinéma marocain est très mauvais et ne rapporte rien. Pire, pour certains, les choses vont plus loin : c'est un suicide finan-

Pire, ceci a consacré la médiocrité ambiante et le manque criard de qualité dans les produits de cinéma au Maroc. Déjà que la qualité des films marocains laisse à désirer, avec la ruée vers le rire qui ne fait pas rire porte un coup fatal à la créativité et offre au public des produits qui, dans leur majorité, sont une insulte à ce même public.

cier que d'investir dans un projet de film au Maroc dans un climat créatif médiocre, avec des «professionnels» du cinéma qui n'en sont pas. Pourtant, il n'y a qu'avec des fonds privés qu'on peut exiger la qualité, la rentabilité, devenir bancable et offrir au public un cinéma digne de ce nom qui va encourager même les propriétaires de salles de cinéma d'investir davantage puisque ça marche. Il n'y a que de cette manière qu'on va du coup s'écarter de cette mainmise qu'exercent tous les «intellectualisants» amateurs de cinéma mais qui sont très loin d'en cerner l'efficacité, la teneur culturelle et la portée politique et sociale. Autrement dit, pour revenir sur la qualité des films bénéficiant du fonds d'aide, il est clair, pour ne le redire qu'une fois encore, qu' on ne fait pas du bon cinéma en donnant à lire des scénarios à des professeurs universitaires, à des prosateurs et autres écrivaillons. Ce n'est pas en confiant des scripts à n'importe qui, même si ce n'importe qui est bardé de diplômes, pour statuer sur la qualité d'un film qui n'en est qu'à la phase papier. Je défie quiconque de me sortir dans une commission en Europe ou aux États Unis des personnes en dehors du domaine du cinéma siégeant pour statuer sur les films à produire. Aucun nom ne pourra venir démentir nos propos. On rencontre, par contre, des cinéastes, des producteurs, des scénaristes (et non des écrivains), des acteurs, des actrices, des gens du métier qui ne sont pas là pour projeter leurs désirs et leurs goûts, mais pour aider le génie à éclore, pour découvrir des forces créatrices, pour dénicher la bonne pépite, pour donner sa chance à un talent réel qui est capable de faire du bon cinéma et qui mérite cette chance qu'on lui offre. Alors qu'en plus de cinq décennies, quand on se penche sur l'histoire presque exhaustive du fonds d'aide, les personnes qui ont été capables de produire un cinéma potable sont très rares. Quelques exceptions dans un fatras de non-sens et de perte de temps, d'argent et de crédibilité. Pourtant, le même procédé de commission a toujours droit de cité au Maroc. On cherche des pseudos critiques de cinéma, des enseignants, des connaissances et autres pour constituer des commissions afin de trouver les bons projets, qui, au bout de la chaîne, s'avèrent ou moyens ou mauvais. Ils sont des centaines d' exemples qui attestent de cette vérité. Et à chaque session, on est surpris par le choix des sujets : des thèmes drolatiques, des pseudos drames sociaux, des films à l'eau de rose, des films soi-disant historiques qui n'en sont pas…Bref, c'est toujours le même cafouillage. Et cette confusion des genres porte un coup terrible à la qualité de ce qui se fait comme cinéma au Maroc. Alors qu'il y a des talents, alors que le Maroc possède des réalisateurs capables de faire un cinéma acceptable voire bon et crédible, avec un bon scénario, un bon traitement, un bon casting, une bonne direction d'acteur, un bon choix des décors et des costumes, un montage de bonne facture et surtout une photographie digne de ce nom. Ce ne sont pas les noms qui manquent, malgré des bas plus que de haut, pour certains, mais le Maroc a quelques valeurs sûres sur lesquelles il peut miser pour offrir au public et au monde un cinéma respectable. Mais, il faut se résoudre à cette évidence : Cela n'est pas encore le cas au Maroc, où les commissionnaires, au lieu de débattre de la narration, des séquences filmiques, de la symbolique d'une scène, de la pertinence des dialogues, de la profondeur des caractères, des thématiques soulevées par les scénarios, des décors, des costumes, de la musique, de la lumière dépeinte par le cinéaste-auteur, en viennent à ressasser les jérémiades de celui qui n'a pas eu de chance la dernière fois et qu'il faut récompenser, de tel autre qui a des problèmes de sous et qu'il faut aider, de l'autre qui est là depuis des lustres et qui n'en a plus pour longtemps, de tel autre parce qu'il est gentil, de l'autre encore qui mérite parce qu'il ne fait que des navets cuisants et tant d'autres historiettes qui sont autant de perles qu'un jour prochain on dévoilera au grand plaisir de nos lecteurs. Je les vois sourire d'ici tous ceux qui connaissent la machine et son rouleau compresseur qui écrase le talent et fait dans l'amitié, le compromis, le politiquement ringard et inculte. Les journalistes sérieux le savent. Les rares critiques de cinéma le savent aussi, pourtant, ils ne le disent pas. Les professionnels du métier le savent aussi. Et tout le monde se tait laissant faire une situation qui n'a jamais servi le cinéma au Maroc. Le rôle du CCM est d'accompagner les projets. Il n'est pas là pour présider à leur naissance ou à leur avortement en donnant ou en refusant les aides. Le CCM a vocation à promouvoir le bon cinéma au Maroc. Il doit aider ceux qui sont porteurs de bons projets et qui sont capables de faire du bon cinéma offrant ainsi une visibilité au pays, dans des festivals de grand acabit, avec des films forts, des films actuels, des films à vocation universelle et non des produits qui visent à racoler la couleur locale et à recycler le folklore, dans une platitude tous azimuts. Il est de la responsabilité des producteurs, des réalisateurs, des gens du métier de dire non et stop et de demander une refonte de toute la structure du faire cinématographique au Maroc. Il en va de la créativité, de la liberté d'expression et de faire, de la capacité de prendre des risques et de s'aventurer dans un domaine comme le cinéma où il faut avoir une passion incommensurable pour aller le plus loin possible dans la concrétisation de ses projets et de ses rêves. Car, il ne faut pas l'oublier, malgré toute la bonne volonté du CCM, être l'unique bailleur de fonds signifie aussi un droit de regard sur les projets, une manière de contrôler les idées et la liberté des uns et des autres à faire ce qu'ils pensent bon et porteur d'idées et de messages sains, solides et en adéquation avec son époque. Mais tant que c'est le seul CCM qui permet de produire des films, le public ne peut voir que les films validés par ce même CCM, à travers une commission, quelle que puisse être sa nature et ses orientations. Et c'est là le hic.

Alors comment éviter de passer au purgatoire des non connaisseurs qui jugent les réalisateurs et les pénalisent au profit de la médiocrité ? Il faut que les magnats des finances prennent le cinéma en main, misent sur l'art parce qu'ils peuvent faire des bénéfices tout en sauvant la dimension culturelle du Maroc qui a un potentiel extraordinaire.

Il est de la responsabilité des producteurs, des réalisateurs, des gens du métier de dire non et stop et de demander une refonte de toute la structure du faire cinématographique au Maroc. Il en va de la créativité, de la liberté d'expression et de faire, de la capacité de prendre des risques et de s'aventurer dans un domaine comme le cinéma où il faut avoir une passion incommensurable pour aller le plus loin possible dans la concrétisation de ses projets et de ses rêves.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

«Sada Al Ibdae»

L'art de rendre hommage à la culture marocaine

Par Asmae Al Moualled

De 2013 à 2024, l'émission culturelle de la SNRT diffusée tous les samedis à Al Oula, à partir de 17h, a entamé une 12ème saison, avec un rendu de belle facture et une constance qui augure de nombreuses autres saisons pour le futur.

«Sada Al Ibdae a fidélisé son public durant 11 saisons par la qualité de ce qu'il propose aux téléspectateurs marocains. Il n'y a pas de secret: seul la qualité perdure dans le temps ». C'est clair et limpide. Les propos tenus par Abdelhak Najib, présentateur de l'émission confirment que dans un paysage télévisuel où les émissions et programmes consacrés à la culture et aux arts sont presque inexistants, quand un Talk-show tel que «Sada Al Ibdae» tient la route durant plus d'une décade, c'est que le concept à la base est bien ficelé pour pouvoir s'adapter au fil des ans à toutes les actualités et répondre à toutes les nouveautés, avec le même élan, la même passion, la même exigence, la même rigueur et surtout le même sérieux, surtout à une époque où le futile le dispute au médiocre et où la mauvaise blague tient lieu de discours culturel. Le secret du succès de cette émission culturelle, produite en interne par la SNRT et diffusée à Al Oula, tous les samedis, est justement dans la capacité de son équipe, entre son producteur (Driss Idrissi), son présentateur principal (Abdelhak Najib) et ses deux chroniqueurs (Meriem Khalil et Mohamed Chouika), de tenir le niveau haut, de ne jamais céder aux modes et autres glissements vers le trivial sous couvert de faire rire et amuser la galerie. «Sada Al Ibdaa se situe dans cette marge qui refuse les effets de mode et tient à sa marque de fabrique, à savoir : proposer aux téléspectateurs marocains et étrangers un contenu solide, des rubriques bien définies, un débat constructif, une lecture de l'actualité culturelle et artistique du Maroc, faite dans la maîtrise, avec beaucoup de simplicité, dans un langage accessible, sans tomber dans les lieux communs ni la vulgarité de circonstance, comme on peut le noter dans certains programmes », comme le précise Meriem Khalil. C'est une exigence envers soi d'abord en refusant de faire la promotion de la médiocrité ambiante en choisissant les créateurs sérieux dans tous les domaines de la culture et des arts au Maroc oui,. «Cette ligne de démarcation est importante, parce qu'elle définit l'essence même de cette émission dédiée aux belles choses, au savoir, à la connaissance, au partage des idées, aux questionnements sur nous-mêmes, sur notre société, sur nos valeurs humaines, sur nos aspirations intellectuelles, sur nos engagements au service du rayonnement de ce qui fait toute la force de l'héritage humains marocain. Cela passe par des thèmes d'une grande profondeur sur l'Histoire du Royaume, sur l'archéologie et sa relation avec le legs des civilisations anciennes, sur l'anthropologie, sur la philosophie comme mode de pensée et de vie, sur la poésie, comme viatique humain surtout dans une époque où la matérialité domine, sur le théâtre, cet art premier qui est le socle et le miroir réfléchissant de toute société, sur la musique dans ses différentes tonalités et mélodies, sur les expressions du corps dans ce qu'il a de noble et de symbolique, sur la quête du savoir à une époque où l'indigence intellectuelle est devenue de plus en plus prononcée», précise Driss Drissi, créateur du concept de « Sada Al Ibdae » et son superviseur assidu, puisque c'est lui qui s'occupe du montage pour offrir aux aficionados des épisodes bien dosés.

Cela passe aussi par tous ces hommages aux grandes figures de la pensée et des arts au Maroc. Toutes ces personnalités qui ont laissé derrière elles tout un legs qui doit servir de flambeau et de passage de témoin aux générations futures. Rendre hommage à Fatéma Mernissi, à Mohamed Aziz Lahbabi, à Mohamed Abed El Jabri, à Tayeb Seddiki, à Abdelkébir Khatibi, à Chaibia à tant d'autres grands noms des arts plastiques marocains, faire connaître les nouveaux visages de la littérature marocaines, toutes expressions confondues, dans une belle ouverture sur les autres langues, sur les cultures du monde, sur ce dialogue entre les civilisations, dans ce qu'elles ont de plus humains et de plus fondamental. C'est cela qui fait la force de «Sada Al Ibdae» : respecter le téléspectateur marocain en lui donnant à voir un programme qui élève ses goûts, qui le porte vers le haut, dans ces sphères où la beauté et l'acuité sont célébrées pour participer à doter le Maroc d'exigences pour ne jamais perdre de vue ses richesses historique, son patrimoine humain et la diversité de ces cultures, qui en font un Royaume à part, avec des particularités qu'il faut toujours mettre en avant. C'est cette estime pour l'intelligence des téléspectateurs et ce refus de brader la culture qui distinguent «Sada Al Ibdae» et nous garantissent chaque Week-end une heure de culture de belle facture, en famille, entre amis, avec cette garantie : il y a toujours à apprendre dans ce programme qui évite la langue de bois et la complaisance et va à l'essentiel.

Hommage à Ismail Kadaré

Le dernier des esprits libres

Auteur d'une œuvre monumentale sous la tyrannie communiste d'Enver Hoxha, Ismail Kadaré est décédé, le 1er juillet 2024, à Tirana, à l'âge de 88 ans.

Ismail Kadare est né le 28 janvier 1936 dans le quartier Palorto de Gjirokastra, dans une famille citoyenne Bektashi, fils de Hali Kadare et Hatixe de Dobatët, ayant ainsi un ancêtre de sa mère, Bejtje Hoxhë Dobi. Ce nom lui a été donné en mémoire et en l'honneur de son grand-père. Enfant, il passait beaucoup de temps dans la bibliothèque de son grand-père maternel, juge formé à Istanbul. Son père travaillait comme facteur au tribunal municipal. En 1920, il faisait partie des 218 volontaires de Girokastri qui participèrent à la guerre de Vlora. Lorsque le régime communiste a été instauré en Albanie, il n'avait que 8 ans. Il a terminé ses études primaires et secondaires à Gjirokastër. À l'âge de 13 ans, il découvre Macbeth de Shakespeare et c'est ainsi qu'est né son amour pour la littérature. A cet âge, il écrit ses premières nouvelles, qu'il publie dans le magazine "Pioneri" à Tirana. À l'âge de 17 ans, il a écrit deux poèmes sur Staline qui, selon Malcolm, ont contribué à la publication de son premier livre à l'âge de 18 ans, un recueil de poésie intitulé Boyish Inspirations. Il a terminé ses études universitaires à Tirana, où il a vécu chez sa tante et après l'avoir invité, il a vécu avec Nasho Jorgaq pendant près de deux ans (1957-'58). En 1958, il est diplômé du Département de langue et de littérature de l'Université de Tirana et a obtenu son diplôme d'enseignant. Il a écrit son premier roman "Mjegullat e Tirana", qu'il a terminé à la veille de poursuivre ses études en Union soviétique. Dans les années 1958-1960, il étudie à Moscou, à l'Institut de littérature mondiale "Maxim Gorki", pendant la période Khrouchtchev. Là, il a l'occasion de lire la littérature occidentale contemporaine, qui commence à être traduite en russe.

Tout au long des années 50 et au début des années 60, il était connu pour sa poésie et, à partir des années 60, il était également connu pour sa prose. A cette époque, la plupart des écrivains appartenaient à la génération d'après-guerre. À son retour de Moscou, on lui a conseillé de garder cachée l'œuvre "Ville sans publicité". Il a séparé un fragment de ce roman, qui a été publié sous forme de roman sous le titre "Cafe Days" en 1962 dans "Zëri i Riinë". En 1963, il publie le roman "Le général de l'armée morte", qui traite du thème d'un général italien et d'un prêtre venus en Albanie pour recevoir les restes des soldats italiens morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Le roman suivant, "Monster", a été publié dans le magazine "Nëntori", mais a été interdit. Début 1970, la maison d'édition française "Albin Michel" publie le roman "Le Général de l'Armée Morte" en français. Il a eu un énorme succès en France et a été traduit dans près de 20 langues en trois ans. Puis il revient aux sujets historiques. Il écrit et publie les romans « Castle » (1970) et « Chronicle in Stone » (1971), qui paraissent successivement en France. Durant ces années, il dirige également la seule revue en langue étrangère de la Ligue des écrivains, "Les Lettres albanaises". Après son succès en France, il est nommé député et après deux ans, il rejoint le Parti travailliste d'Albanie. Après

la publication de deux romans à thème historique, Kadare a de nouveau été critiqué pour avoir évité les thèmes « actuels ». Il a donc pensé à écrire un roman sur le thème de l'éclatement de l'Albanie avec d'autres pays communistes au cours de l'hiver 1960-1961, qui il eut alors les mains libres pour revenir à l'histoire et aux légendes albanaises pour lesquelles on lui reprocha de négliger la Nouvelle Albanie. Il a donné au roman le titre « L'hiver de la grande solitude ». Dès sa sortie début 1973, grâce aux critiques, il fut révisé et réédité en 1977 sous le titre modifié « Le Grand Hiver » et également traduit en français. En 1989, les autorités le nomment vice-président du Front démocratique. Fort de sa renommée en Albanie et à l'étranger, il a fait de plus en plus de déclarations véhémentes sur la nécessité de changements, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Dans la préface du roman courageux "Couteaux" (1989) de Neshat Tozaj dénonçant les violations de la sécurité, Kadare affirmait que ce n'est qu'en admettant et en corrigeant les erreurs passées que l'Albanie pourrait avancer. En février 1990, Kadare a demandé une rencontre avec Ramiz Ali où il lui a demandé de respecter les droits de l'homme, de mettre en œuvre des réformes démocratiques, des réformes économiques et de s'ouvrir sur le monde extérieur. Après la victoire du Parti démocrate en 1992, Kadare retourne en Albanie. À partir de 1990, son œuvre est devenue l'expression la plus puissante des valeurs linguistiques et artistiques de la littérature albanaise, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La littérature d'Ismail Kadare après 1990 porte les mêmes caractéristiques essentielles de la précédente : l'esprit ethnographique et la manifestation de l'identité albanaise, en ajoutant la liberté de l'auteur d'aborder des sujets qui ne pouvaient pas être abordés librement auparavant. En 1996, il est admis à l'Académie des sciences sociales et politiques de France, où il remplace le philosophe Karl Popper. De 1994 à 2004, la maison d'édition française « Fayard » a publié l'œuvre complète de Kadare en français et en albanais. Durant les années 90, il contribue à la publication de nombreux auteurs albanais en France, soit en les proposant à des éditeurs français, soit en rédigeant leurs avant-propos. Dans les années 90, Kadare a fait pression pour le Kosovo et a soutenu les bombardements de l'OTAN contre la Serbie.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Le Raja réussit le doublé

Défait en finale de l'édition 2022 par la Renaissance de Berkane l'année dernière (1-0), le Raja de Casablanca s'est racheté ce lundi à Agadir face à l'AS FAR, en remportant la Coupe du Trône 2023 (2-1). Les Verts signaient ainsi le doublé et un 9e titre en Coupe, eux qui avaient célébré le trophée de la Botola sur la même pelouse, mardi dernier. L'AS FAR, lui, sort bredouille malgré une saison exceptionnelle et attendra toujours avant de soulever sa 13e Coupe du Trône.

Les supporters du Raja se sont déplacés massivement pour ce rendez-vous, contrairement aux fidèles de l'AS FAR qui étaient moins nombreux sur les gradins du stade Adrar. À l'instar des deux matchs en Botola D1 cette saison, le Raja a été le premier à débloquer le compteur de la rencontre. Cette fois-ci, les hostilités ont démarré très tôt, à l'issue de la première offensive des Verts. Entouré par trois défenseurs, Adam Naffati envoyait un centre qui a finalement atterri dans les pieds de Naoufal Zerhouni en surface, après déviation. L'ailier du Raja ajustait sa passe vers le point du penalty, permettant à Yousri Bouzok d'ouvrir la marque dès la 4e minute. L'AS FAR a réagi en accentuant le pressing sur la défense du Raja. Les Militaires ont répliqué essentiellement à travers les coups de pied arrêtés. Le RCA, lui, a tenté de surprendre à travers les contre-attaques sur le couloir droit, mais Naffati et Zerhouni ont manqué de justesse sur la dernière passe. La 24e minute marquait l'occasion la plus franche de l'AS FAR, avec une lumineuse passe de Zahzouh pour Hammoudane, qui butait sur Anas Zniti. Le lutin Zahzouh revenait à la 28e minute et se chargeait lui-même de battre Zniti d'une belle pichenette, concluant une intelligente ouverture du capitaine Rabie Hraimate. Une fois l'égalité rétablie, la rencontre est devenue plus équilibrée et le jeu s'est concentré au niveau de la ligne médiane. Khalid Ait Ourkhane testait ensuite la vigilance de Zniti à la 33e minute, alors que Bellaâmri ne parvenait pas à exploiter une grosse erreur de la défense des FAR à la 41e minute. Après la pause, le coach du Raja optait pour un fer de lance en pointe de l'attaque, avec l'entrée de Mehdi Mouhoub à la place d'Adam Naffati. Le jeune attaquant se retrouvait face au gardien Benabid à la 60e minute, mais s'écroulait dans la surface au moment d'armer son tir. Nasreddine Nabi, lui, faisait appel à l'ancien joueur du Raja, El Habti, qui a remplacé Ait Ourkhane à la 62e minute. Après l'heure de jeu, le rythme a nettement baissé, surtout après l'interruption causée par le craquage de fumigènes dans la zone des supporters du RCA. L'accalmie prenait brutalement fin à la 78e minute, lorsque Yousri Bouzok slalomait entre les défenseurs de l'AS FAR puis servait Mohamed Boulacsout, qui battait Benabid du plat du pied. Les Militaires partaient encore à la charge et passaient tout près de l'égalisation à la 85e minute, mais Bellamri intervenait impérialement face à Tumisang. Bouzok et Mouhoub gâchaient deux buts tout faits en fin de match, alors que Zinnbauer bétonnait sa défense avec l'entrée de Arrassi à la 90e minute. Après 7 minutes de temps additionnel, l'arbitre Redouane Jiyed annonçait enfin le terme de cette finale, qui a officialisé le doublé du Raja cette saison. Les Verts remportaient, au passage une neuvième Coupe du Trône, égalant le chiffre du Wydad. L'AS FAR, lui, ratait l'occasion de s'éloigner en tête des clubs les plus sacrés, lui qui a raté son 13e titre à Agadir. Les Militaires sont restés bredouilles cette saison, malgré leurs grandes performances et les records battus en championnat.

Mondial 2030

Premier état des lieux

Le comité de la candidature conjointe du Maroc-Portugal-Espagne pour la Coupe du monde de la FIFA 2030, "YallaVamos2030" a affirmé qu'"aucune décision finale n'a encore été prise concernant le nombre de stades, leur répartition géographique ou l'attribution des matchs par pays".

Par Ayoub Lahkimi

"Toute information officielle à ce sujet sera communiquée via les canaux officiels", indique la Fédération royale marocaine de football (FRMF) dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion du comité tenue les 27 et 28 juin à Agadir. L'objectif de cette réunion était l'inspection des différents sites candidats à accueillir le tournoi en plus de finaliser les derniers ajustements avant le dépôt final du dossier de candidature commun des trois pays (Maroc-Portugal-Espagne), prévu fin juillet. Au cours de la première journée de la réunion, précise la même source, les représentants des comités de candidature des trois pays ont visité plusieurs sites clés à Agadir, y compris le grand stade de la ville. La délégation a aussi évalué les emplacements possibles pour accueillir les "FIFA Fan Festival", en mettant l'accent sur la plage iconique d'Agadir comme principale option. De plus, la station balnéaire de Taghazout a été examinée comme lieu potentiel pour les camps de base des équipes. Vendredi, une réunion en ligne a été tenue avec des représentants de la FIFA, centrée sur le processus de candidature et ses avancées. Cette réunion a été suivie par des sessions de travail au sein du comité de pilotage tripartite pour revoir les divers aspects et finaliser les ajustements du dossier de candidature, ajoute la FRMF dans son communiqué. "Le comité se réjouit de la qualité de la collaboration entre toutes les parties prenantes et réaffirme son engagement à poursuivre son travail en étroite coopération avec la FIFA et les autorités locales des trois pays pour présenter une candidature finale solide pour la Coupe du Monde 2030", conclut la même source.

Championnats du Maroc de cyclisme

Adil El Arbaoui en costaud

Le coureur cycliste marocain Adil El Arbaoui (club Khouribga de cyclisme) a réussi à conserver son titre de champion du Maroc en contre-la-montre, en remportant, vendredi, l'épreuve individuelle qui s'est déroulée sur 34 km (aller/retour) à Michlifen, dans le cadre de la première journée des championnats du Maroc de cyclisme sur route, organisés du 28 au 30 juin courant à Ifrane, sous l'égide de l'Union cycliste internationale (UCI). Adil El Arbaoui a bouclé la course en 41min 02sec 05/100è, devant Mohcine El Kouraji qui réalisé un chrono de 42min 06sec 06/100è et Oussama Khafi qui est arrivé troisième (42min 17sec 04/100è). Pour sa part, Achraf Ed-Doghmy, vice-champion lors de la précédente édition des championnats du Maroc de cyclisme sur route, s'est contenté de la quatrième place (43min 31sec 09/100è), tandis que Salaheddine Mraouni est arrivé cinquième (43min 41sec 04/100è). Chez les seniors dames, le titre est revenu à Malika Benallal (Union Sportive de Ouazzane) avec un chrono de 27min 01sec 07/100è, devant la tenante du titre Chaimae Zekraoui (28min 04sec). Dans la catégorie des moins de 23 ans, le coureur cycliste Ibrahim Sabahi (Boughaz Club de Tanger) a été sacré chez les hommes en réalisant un chrono de 43min 05sec 05/100è. Il a devancé Driss El Alouani (43min 39sec 03/100è) et Hakim Younes (44min 52sec 06/100è). Pour ce qui est des dames (U23), Salma El Hariri (Association Vélo des champions cyclistes de Safi) a remporté le titre avec un chrono de 27min 45sec, devançant d'une seconde Chaimae El Hamri.

S'agissant des juniors (garçons), le titre est revenu à Marouane Kharbouchi (Kawkab Marrakech) avec un chrono de 35min 53sec 07/100è, qui a devancé de trois secondesAymane Aït El Karma.

Chez les juniors (filles), Imane Lamkhayer (Association Jeunesse Souk Sebt) a été sacrée en réalisant un chrono de 29min 40sec 07/100è. Imane Mazigh est arrivée deuxième avec un chrono de 31min 34sec 03/100è). Les championnats du Maroc de cyclisme sur route, organisés par la Fédération Royale Marocaine de Cyclisme, connaissent la participation de l'ensemble des associations affiliées à la Fédération.

N° 1008
LA VERITE
Du 5 au 11 juillet 2024

Du capital et de l'esclavage humain

Jean Jaurès avait vu juste en disant que «Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage». C'est là une assertion qui vaut pour l'histoire humaine dans sa globalité. Le profit, la croissance, la prospérité des affaires économiques, l'argent qui devient l'unique baromètre de la solidité d'une nation. Et pour que celle-ci maintienne sa puissance, il faut livrer bataille aux autres peuples pour les rendre moins forts, plus vulnérables et donc moins enclins à prospérer. Eric Hobsbawn pose la question dans ces termes : «Peut-on justifier un capitalisme qui s'est développé sur la base de l'esclavage de masse ?», pour atteindre une certaine forme de stabilité apparente en termes de finances et d'économie puisqu'il est vérifié que de tout temps, pour qu'un État soit solide financièrement, il faut que le peuple travaille à le rendre solide en fournissant le nerf de la guerre : l'énergie du travail. Celle qui fait tourner les machines. Celle qui manufacture le profit, et donc, la croissance. Ce qui donne l'illusion à ceux qui produisent l'énergie économique qu'ils peuvent profiter de la manne qu'ils fabriquent. Alors qu'ils en sont exclus, en grande majorité, ployant sous le joug du labeur rémunéré sans jamais pouvoir changer de condition sociale. Pourtant, « Tout le monde veut vivre aux dépens de l'État. Ils oublient que l'État vit aux dépens de tout le monde», comme on peut le lire chez Frédéric Bastiat. C'est l'une des définitions les plus simples du capitalisme. Autrement dit, comment enrichir les propriétaires des instruments de travail tout en restant à leurs bottes. C'est la règle fondamentale du capitalisme. C'est son ADN. Pourtant cette exploitation des humains comme outils de production est contre-nature. «Le capitalisme est dans le déni. Il croit que nous vivons dans un monde sans limites et que nous pouvons atteindre tout ce que nous voulons. Il faut faire la distinction entre ce qui est limité-le matériel- et ce qui est illimité -l'esprit humain», écrit, à juste titre, Tim Jackson. En effet, ce qui est en passe de disparaître, ce sont les produits de la nature que l'homme a malmenée en l'exploitant à fond allant jusqu'à en finir avec de nombreuses ressources que la planète a perdu pour toujours, comme d'ailleurs la majorité de la faune qui a peuplé cette terre depuis des millions d'années. Ce qui n'empêche pas le capitalisme de puiser massivement dans le cœur de la Terre prenant davantage jusqu'au point de bascule, quand il n'y aura plus de quoi faire tourner les usines, les industries énergivores et surtout le muscle des hommes, qui fait enclencher la machinerie qui le broie. Pour le capitalisme, l'écrasante majorité des humains sont des outils de travail dirigés par une poignée d'hommes qui pensent être élus pour rendre le reste de la planète corvéable à souhait. Cela se répercute, bien entendu, sur les revenus : 1% de la planète qui possède plus que les 99% restants. « Tous les gens, aussi fanatiques qu'ils soient dans leur zèle à dénigrer et à combattre le capitalisme, lui rendent implicitement hommage en réclamant passionnément les produits qu'il élabore», affirme Ludwig Von Mises. C'est la règle infaillible. On te fait travailler pour produire un produit que tu dois payer si tu veux le consommer par l'argent que tu as eu en salaire pour la location quotidienne de ton énergie qui a servi à sa production. C'est l'une des plus implacables inventions de l'esprit humain : obliger celui qui fabrique à négocier, moyennant argent, ce qu'il manufacture s'il veut en profiter, au profit de celui qui fournit le local de production. C'est dans ce sens

Par Abdelhak Najib
Écrivain-journaliste

On te fait travailler pour produire un produit que tu dois payer si tu veux le consommer par l'argent que tu as eu en salaire pour la location quotidienne de ton énergie qui a servi à sa production. C'est l'une des plus implacables inventions de l'esprit humain : obliger celui qui fabrique à négocier, moyennant argent, ce qu'il manufacture s'il veut en profiter, au profit de celui qui fournit le local de production.

qu'«Il est aussi absurde de parler de démocratie ou d'efficacité économique dans une société communiste que d'évoquer un capitalisme sans argent», comme le précise Alexandre Zinoviev dans un entretien avec Pierre Assouline, en septembre 1987. C'est aussi simple que cela : l'argent est l'unique valeur marchande. Il définit les kilowatts en énergie productive. Il établit la hiérarchie sociale et économique. Il fixe les limites entre celui qui a les instruments de production et celui qui y officie comme employé salarié. « Tout ce que nous obtenons, en dehors des dons gratuits de la nature, doit être payé d'une manière ou d'une autre. Le monde est plein de prétendus économistes qui, à leur tour, sont pleins de stratagèmes pour obtenir quelque chose pour rien», affirme Henry Hazlitt. Sauf que dans le capitalisme, sous toutes ses formes, rien n'est gratuit. Absolument rien. Même l'air que l'on respire est négocié et capitalisé en tant que valeur marchande. «Le grand danger pour le consommateur est le monopole – qu'il soit privé ou gouvernemental. Sa protection la plus efficace est la libre concurrence à domicile et le libre échange dans le monde entier. Le consommateur est protégé de l'exploitation d'un vendeur par l'existence d'un autre vendeur à qui il peut acheter et qui est désireux de lui vendre», précise Milton Friedman, qui nous montre ici, au-delà du fait que tout est monnayable, que le système capitaliste, a engendré tout un circuit enchevêtré de commerces qui peuvent se concurrencer entre eux et donc, multiplier l'offre pour faire accroître la demande. Autrement dit, et en termes simples, quoi que l'ouvrier, le salarié, la manœuvrier, le fonctionnaire, le bureaucrate puisse faire en pensant privilégier un vendeur à un autre, la finalité est qu'il va acheter. Dans ce sens, Charles G. Koch nous dit ceci : «Les citoyens qui comptent trop sur leur gouvernement pour tout faire ne deviennent pas seulement dépendants de leur gouvernement, ils finissent par devoir faire tout ce que le gouvernement exige. Pendant ce temps, leur initiative et leur respect de soi sont détruits». Et c'est là la deuxième grande trouvaille des capitalistes : annihiler la résistance des travailleurs, de ceux qui sont utilisés comme simples moyens de production, appelés, malgré eux, à consommer leur salaire en achetant les produits qu'ils fabriquent. «La question est de savoir si nous préférons être opprimés par le communisme ou exploités par le capitalisme», ironise Georges Wolinski dans « Les socialos ». Ce qui fait écho à une saillie encore plus mordante de tragique sous la plume de Henri Jeanson, qui dit que «Le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme ; et le marxisme, c'est le contraire». Autrement dit, l'un dans l'autre, les finalités sont les mêmes : comment réduire l'homme à un simple outil, un bras qui consomme, obligatoirement ? Pour Friedrich Engels, la réponse est facile : «L'état est le capitaliste idéal». Ce qui rejoint les propos d'Auguste Blanqui disant que «Le capital est du travail volé». Cette affirmation se passe de commentaire, pourtant, il convient d'insister sur un point : le contrat qui légitime le vol. Le propriétaire des moyens de production arrive à convaincre le salarié de se passer du fruit de son travail qui devient une marchandise, avec étiquette, prix et date de péremption, d'ailleurs, comme l'employé qui est sommé de sortir du circuit, pour finir à la retraite. Celle-ci veut dire retrait du cycle de production, parce que jugé comme inapte à produire la même somme d'énergie qu'il a pu fournir durant plus de quarante ans. «L'actionnaire est la plus belle invention du capitalisme. Le partage des responsabilités par un grand nombre. La politique de la peur, de la faim, de la misère diluée au niveau des masses qui en souffrent», liton dans «L'exil intérieur» de Jean-Paul LeBourhis. En utilisant les hommes comme outils de travail, on les maintient dans la précarité. Non seulement, ils sont exclus du système des récompenses, mais ils doivent être maintenus sous perfusion par l'exploitant. Ils ne mangent pas à leur faim. Ils ne sont pas éduqués. Ils ne peuvent d'aucune manière franchir les barbelés électrifiés de leur statut social. Même Emmanuel Kant n'y avait vu que du feu en disant ceci : «Tous les métiers, arts et travaux manuels ont gagné à la division du travail, c'est-à-dire lorsque, au lieu qu'un seul homme fasse tout, chacun se limite à un certain genre de travail distinct des autres par le traitement qu'il exige, afin de pouvoir l'exécuter avec plus de facilité et dans la plus grande perfection. Là où les différentes sortes de travaux ne sont pas distinguées et divisées, là où chacun est un touche-à-tout, là les manufactures restent encore dans la plus grande barbarie». Pas un mot sur la condition humaine, comme s'il allait de soi qu'une partie de la société assujettit l'autre pour faire du bénéfice et devenir plus riche et plus puissante tout en consacrant la misère de ceux qui produisent ses capitaux, avec ce point d'orgue dramatique pour les humains : «Le dimanche soir, l'un des pires moments que l'on puisse imaginer : encore en congé mais déjà au travail, toute la force du capitalisme à l'œuvre », comme l'écrit Jean Dion dans le Devoir en 1999. C'est contre ces valeurs que sont nées les idées socialistes et anarchiques du XVIIIème et XIXème siècles, avec les Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Stirner et tant d'autres. Mais aussi certains penseurs libertaires américains comme Henry David Thoreau, Ralph Waldo Emerson et Walt Whitman, préfigurent l'anarchisme contemporain de la contre-culture. C'est dans esprit qu'il faut comprendre cette phrase : «L'homme fait partie de la nature ; la guerre contre la nature est inévitablement une guerre contre lui-même», écrit Rachel Carson. Il est à noter que depuis plus de 150 ans, la démarche est la même et monte en puissance constante, dans ce sens, que quoi qu'il arrive, il faut exploiter davantage, l'homme, la nature, ses ressources et le temps. C'est dans ce sens que la capitalisme a inventé son troisième pilier : la propriété privée : «Personne ne dépense l'argent d'autrui aussi soigneusement qu'il dépense le sien. Personne n'utilise les ressources de quelqu'un d'autre aussi soigneusement qu'il utilise les siennes. Donc, si vous voulez de l'efficience et de l'efficacité, si vous voulez que les connaissances soient correctement utilisées, vous devez le faire par le biais de la propriété privée», souligne Milton Friedman. Sauf que celle-ci est l'apanage d'une infime minorité qui possède presque le tout, alors que l'écrasante majorité survit en ayant perdu jusqu'à l'illusion de cette hypothétique propriété privée. Pour en finir avec ce trou noir qui sépare les deux catégories sociales, Karl Marx propose une solution : «Il n'y a qu'une seule façon de tuer le capitalisme : des impôts, des impôts et toujours plus d'impôts». Sauf que ça ne marche pas. L'évolution de l'histoire et les mutations sociales ont montré le contraire. Plus d'impôts et le capitalisme tient toujours face aux crises, face aux récessions et même aux révolutions sociales, comme le communisme, qui a fait un détour de plus de 70 ans pour finir en capitalisme hybride. Ce qui nous autorise à finir sur cette note : «Un capitalisme sans banqueroute est comme un christianisme sans enfer», comme nous le dit Frank Borman.

En utilisant les hommes comme outils de travail, on les maintient dans la précarité. Non seulement, ils sont exclus du système des récompenses, mais ils doivent être maintenus sous perfusion par l'exploitant. Ils ne mangent pas à leur faim. Ils ne sont pas éduqués. Ils ne peuvent d'aucune manière franchir les barbelés électrifiés de leur statut social.

LAVÉRITÉ laverite.ma

Directeur de la rédaction : Sanae El Amrani

Directeur de la Publication : Abdelhak Najib

Fondateur : Feu Abdallah El Amrani

FMEJ

- Rédacteur en chef : Hamza Abdelouaret
- National : Sanae El Amrani, Aziza Mesbahi
- Reporters : Mohammed Taoufiq Bennani (taoufiq.mo@gmail.com), Salima Serghini
- Chroniqueur : Jawad Kerdoudi, Taieb Jamai, Taieb Dekkar, Docteur Imane Kendili
- Correspondant régional : Abdelkader Belcadi
- Bureau de Rabat : GSM : 06 52 02 15 76
- Infographiste : Mohammed Jibril
- Assistante de direction : Fatiha Lakmad
- Assistant de la rédaction : Noureddine Choukry
- Photos : MAP
- Technique et commercial : 96, Rue Alwahda, Mers Sultan, Casablanca
- Tél. : 05 22 47 22 86, 05 22 47 34 12
- Télécopie/Fax : 05 22 20 29 67
- N° de la Commission Paritaire : H.F/040-06

LA VÉRITÉ

laverite.ma

C'EST L'INFO QU'IL VOUS FAUT

UNE AUTRE LECTURE DE L'ACTUALITÉ

UN REGARD NEUF SUR LE MONDE

DES ANALYSES QUI VONT À L'ESSENTIEL

LA VÉRITÉ AVANT TOUT

Chaque jeudi dans tous les kiosques et sur laverite.ma